

Janvier – Février – Mars 2016

Réalisée du 28 janvier au 15 février 2016

Vague 61

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 000 personnes au service de ses **270 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	15
▪ L'emploi dans les TPE	19
▪ La situation économique et financière des TPE	31
▪ L'actualité économique	40
➔ Les annonces du Gouvernement en matière d'emploi	40
1. Les annonces sur le plan de relance de l'emploi	41
2. Les travailleurs indépendants et l'apprentissage	47
➔ La perspective de l'élection présidentielle de 2017	54
▪ Méthodologie	66
▪ Échantillon	67

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les autoentrepreneurs)*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2015

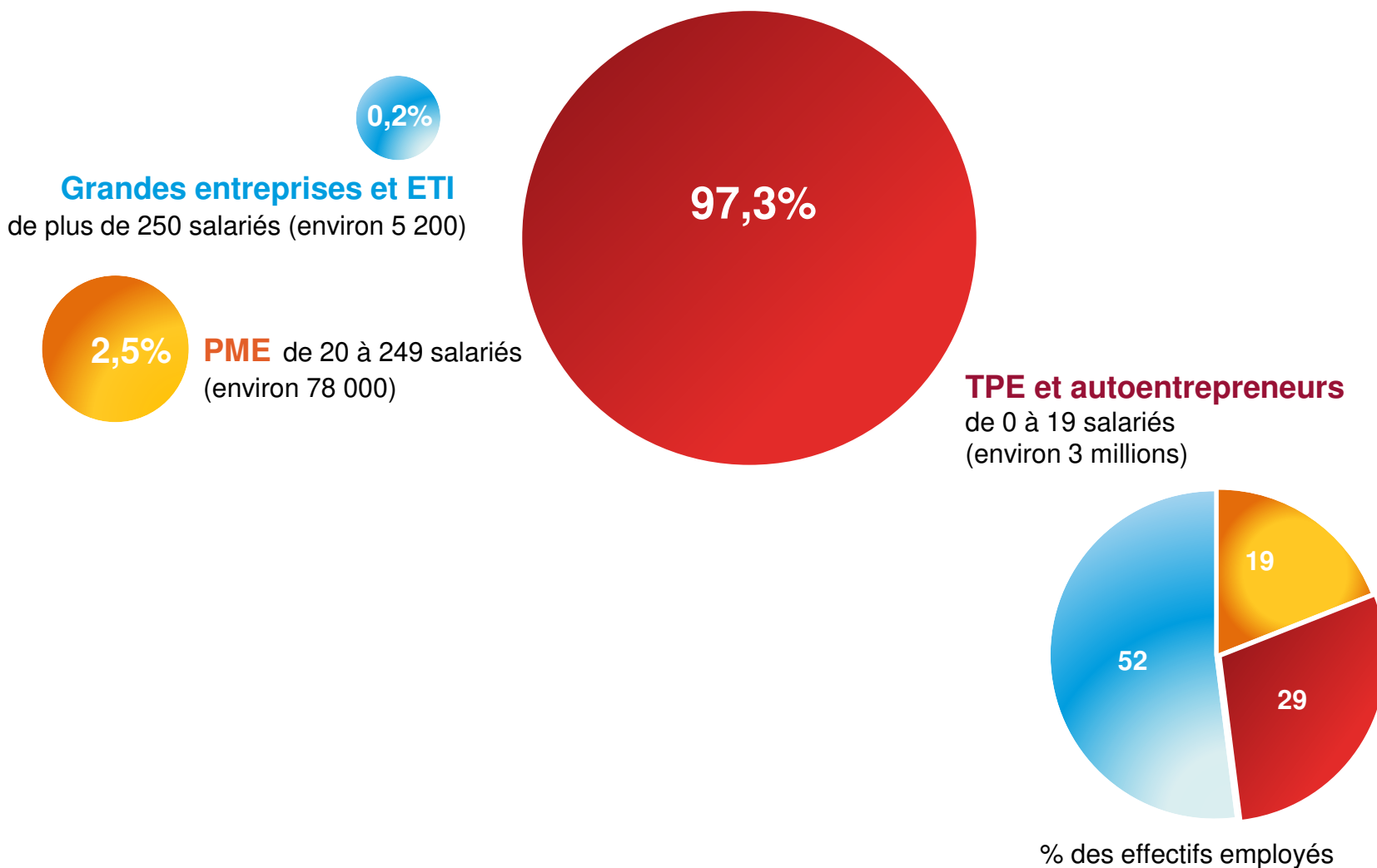


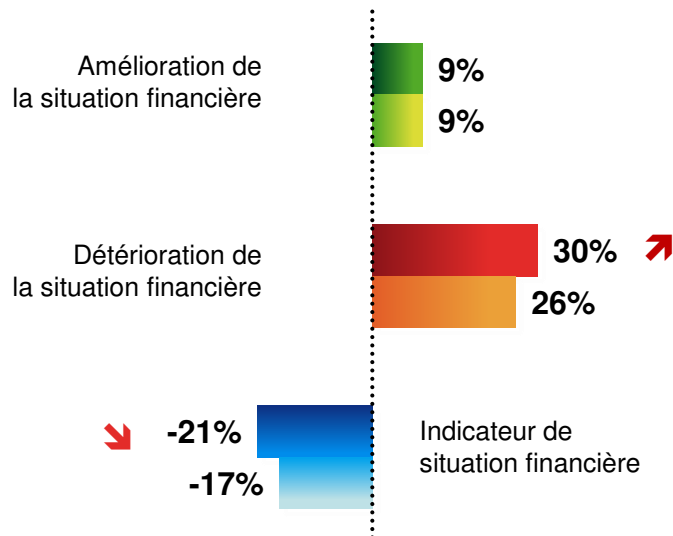
Tableau de bord

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

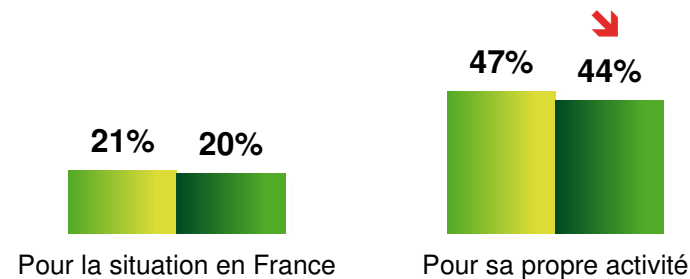
Situation financière sur les trois derniers mois



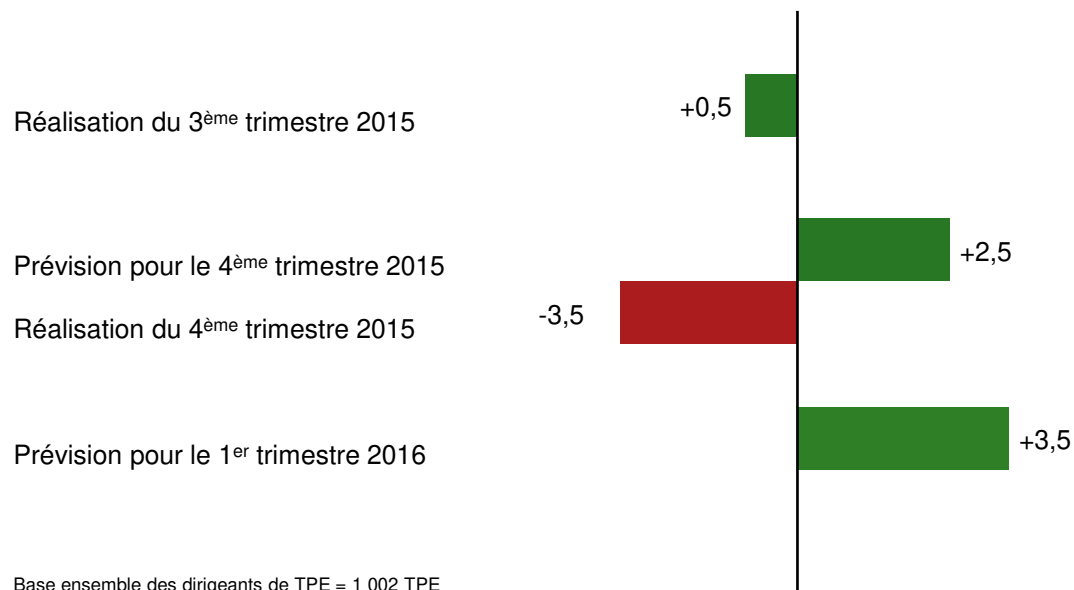
Février 2016

Rappel octobre 2015

Niveau d'optimisme

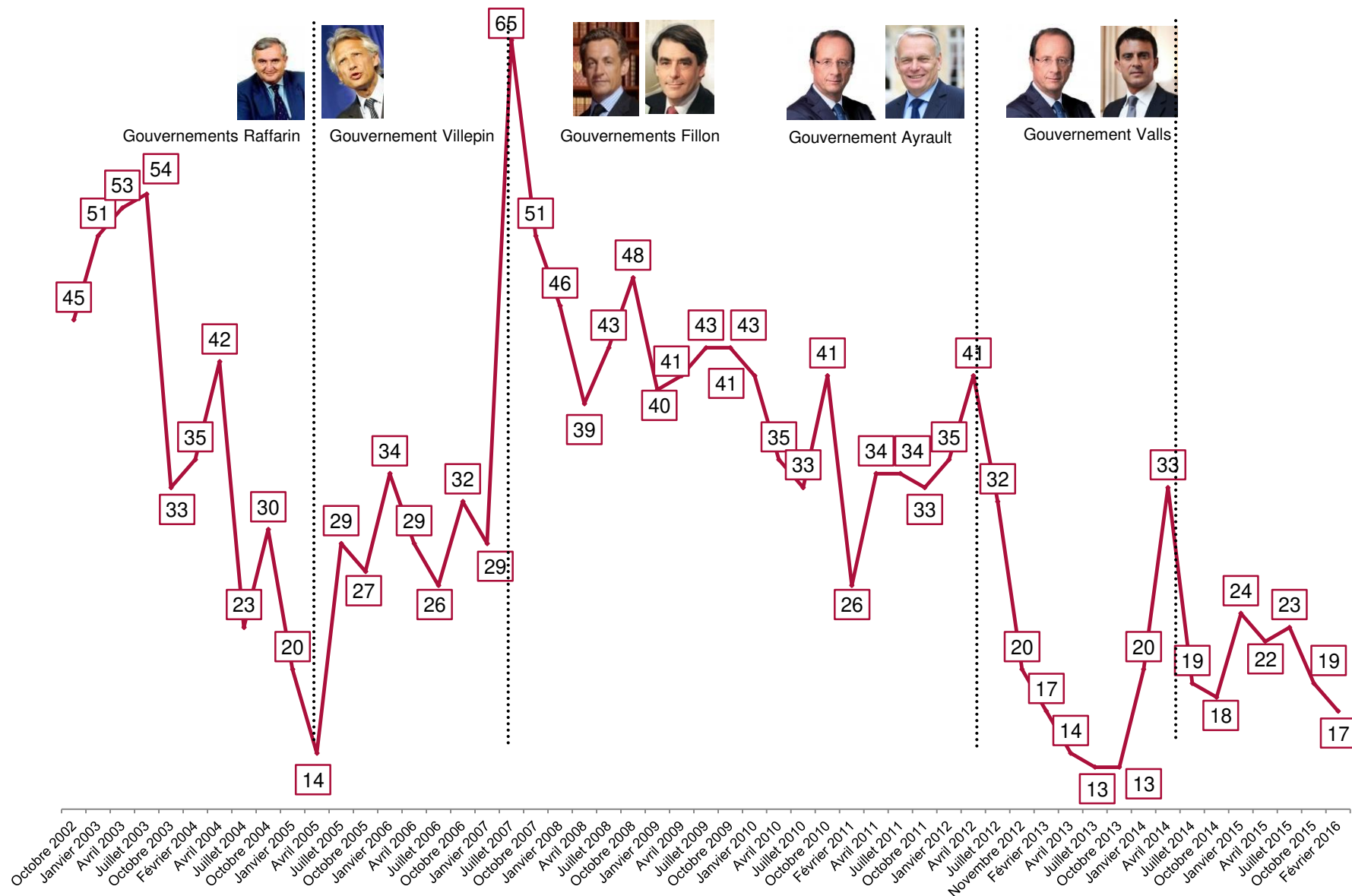


Création nette d'emplois



Base ensemble des dirigeants de TPE = 1 002 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des dirigeants de TPE

% de bonne opinion

Les principaux enseignements

Note de lecture

(↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Un climat économique qui se détériore

Après l'embellie observée lors de la vague de juillet 2015, la situation des TPE s'est dégradée pour le deuxième trimestre consécutif sur les grands indicateurs du baromètre :

- L'indicateur de situation financière (% de TPE ayant observé une amélioration - % de TPE ayant observé une détérioration) est ainsi passé de -13 à -21 entre juillet et février (-17 en octobre)
- Les créations nettes d'emploi, qui se situaient à +0,5% pour la période d'avril à juin 2015, sont passées à -0,5% entre juillet et septembre et à -3,5% entre octobre et décembre.
- L'optimisme des dirigeants pour leur activité s'est lui aussi réduit, passant de 51% en juillet à 47% en octobre 2015 et 44% lors de cette dernière mesure.

Cette situation risque de se prolonger sur les mois à venir, le pessimisme pour le climat général des affaires en France étant toujours particulièrement élevé (80%, soit +1 point en 3 mois et +9 points en 6 mois), notamment dans le secteur des services aux particuliers (86%).

De surcroît, au cours des trois derniers mois, **la part des chefs d'entreprises de moins de 20 salariés se trouvant dans une situation financière préoccupante s'est accrue (32%, +6 points)**, avec des tensions particulièrement fortes dans les secteurs du commerce (41%) et de l'hôtellerie (48%). Il en va de même pour les TPE ayant une trésorerie déficitaire (22%, +5 points ; 37% dans l'hôtellerie)

Cette dégradation générale rejaillit sur la confiance dans le gouvernement qui s'établit à 17% (contre 19% en octobre et 23% en juillet derniers). De la même manière, 13% seulement des dirigeants interrogés estiment que les mesures mises en place ou annoncées par l'exécutif prennent en compte leurs préoccupations de chef d'entreprise (-4 points depuis juillet), à l'un des niveaux les plus bas observés historiquement.

Le regard porté sur la gestion des attentats par le gouvernement contribue à expliquer cette baisse de confiance : les patrons de TPE lui attribuent une note de 5,5 sur 10. Cette note est encore plus basse en ce qui concerne la protection de la sécurité des Français par le président de la République et ses ministres, tout juste à la moyenne (5,2 sur 10).

Une croissance en berne mais un accès au crédit moins difficile

Au-delà des tendances observées sur les trois derniers mois, la situation globale des TPE sur l'ensemble de l'année 2015 a été difficile. Si une courte majorité a connu une croissance (52%), elles sont 42% à déclarer une récession par rapport à 2014, dont 18% qui ont connu une baisse de plus de 2% de leurs bénéfices. **Les chefs d'entreprise interrogés estiment globalement l'évolution de leur activité à -0,7% sur l'année** avec sans surprise de fortes disparités :

- ce taux de croissance est positif dans les structures de plus de 6 salariés (+1,8% entre 6 et 9 salariés et +1,3% entre 10 et 19 salariés), dans le secteur des services aux entreprises (+1,8%) et dans le BTP (+4,3%)
- A l'inverse, il est particulièrement faible dans les services aux particuliers (-3,5%).

Les prévisions de croissance ne sont guère plus optimistes pour 2016 : 50% des patrons interrogés n'ont aucune visibilité, tandis que 21% anticipent d'ores et déjà une récession contre 28% qui sont confiants dans leur croissance. **En moyenne, pour les dirigeants capables de chiffrer l'évolution de leurs bénéfices, ceux-ci devraient décroître de 0,5%.**

Alors que les pronostics des chefs d'entreprise sur le plan financier sont pessimistes, **la situation en matière de financement tend quant à elle à s'améliorer**. 13% seulement des dirigeants interrogés estiment que leur banque a durci ses conditions d'accès au crédit contre 21% en octobre 2015, au niveau le plus bas observé depuis 18 mois. Ces conditions ne se sont cependant assouplies que pour 8% d'entre eux tandis que 76% n'ont constaté aucun changement (+11 points).

Après une hausse sensible des demandes de crédit trimestrielles avant le mois d'octobre 2015, à 19%, celles-ci retrouvent leur niveau d'il y a un an, à 15%. Elles sont plus nombreuses parmi les employeurs (21%) et dans l'industrie (29%).

Lorsque les dirigeants ont sollicité un prêt, une courte majorité a dû faire face à une mesure de durcissement (52%, -5 points). Dans le détail, le refus du financement reste l'obstacle le plus fréquent mais en recul depuis la dernière vague d'enquête (24%, -6 points), tandis que les patrons concernés ont davantage été confrontés à l'octroi d'un montant inférieur à celui souhaité (18%, +9 points). Au même niveau, 18% ont dû présenter les garanties d'un organisme de cautionnement et 16% ont dû fournir des garanties supplémentaires. Enfin, 13% ont obtenu le prêt avec des conditions de taux élevées (+6 points).

La création nette d'emplois en léger retrait en 2015 dans les TPE

S'agissant de l'évolution des effectifs, le solde de création nette à -3,5% s'explique principalement par un taux élevé de suppressions de postes, avec 9%. Le taux d'embauches est quant à lui resté satisfaisant (12%), avec en moyenne 1,5 salarié recruté dans les entreprises concernées. Notons que les services aux particuliers (-6%), l'industrie (-7%) et l'hôtellerie (-7%) ont été particulièrement concernées par les difficultés liées à l'emploi. A l'inverse, le commerce (+2%) et les structures de plus de 6 salariés (+5% entre 6 et 9 salariés et +6% entre 10 et 19 salariés) ont un solde de créations de postes positif.

A l'instar des années précédentes, la part des contrats d'apprentissage dans les embauches a diminué au 4^{ème} trimestre (7%, -7 points), tandis que l'on observe une remontée des CDI (40%, +3 points) et surtout des CDD (50%, +6 points). Notons que **parmi les suppressions de postes en CDI, la part des démissions (32%, +5 points) et des licenciements (32%, +2 points) s'est accrue**, au détriment des ruptures conventionnelles à l'amiable (37%, -6 points).

Malgré un climat économique morose, le solde de création nette prévu pour les trois prochains mois est très élevé, à +3,5%, et atteint même +6% dans le BTP.

Si l'on considère l'année 2015 dans son ensemble, 12% des actuels employeurs ont augmenté leurs effectifs et 15% les ont diminués, avec une création nette de poste nulle (-0,1 poste en 2014). Parmi les non employeurs, 9% ont supprimé des postes salariés, avec un solde net de -0,3 poste (contre -0,1 sur l'année 2014).

Pour 2016, on observe la même proportion d'employeurs souhaitant augmenter (12%) ou diminuer (11%) le nombre d'emplois dans leur entreprises, tandis que 6% des dirigeants sans salarié souhaitent recruter.

Si le pronostic en termes d'embauches est relativement faible, **54% des chefs d'entreprises de moins de 20 salariés souhaiteraient créer des postes s'ils en avaient la possibilité**. Cette proportion atteint 62% parmi les employeurs (et même 71% parmi ceux ayant entre 10 et 19 salariés) et 67% dans l'hôtellerie. En moyenne, ces patrons de TPE souhaiteraient créer 1,4 poste, soit un vivier important si l'on suit une logique inférentielle.

Notons que **près d'une entreprise sur deux déclare avoir observé une augmentation du travail au noir au cours des deux dernières années (45%)**, dont 18% une très forte augmentation. Ce constat est plus marqué dans les secteurs des services aux particuliers (53%) et du BTP (59%).

Une adhésion minoritaire au plan de relance de l'emploi

Les annonces faites le 18 janvier par François Hollande pour annoncer le nouveau plan de relance de l'emploi rencontrent une adhésion très variable selon les mesures. Près des deux tiers des dirigeants de très petites entreprises croient en l'efficacité du développement et de la valorisation de l'apprentissage (62%).

A ce titre, 83% d'entre eux considèrent les formations en alternance comme un outil efficace pour favoriser l'accès des jeunes au premier emploi. **Toutefois, plus d'un tiers d'entre eux ne distinguent pas bien les différences entre contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation (36%) et 53% considèrent que ces contrats ne sont pas adaptés aux petites entreprises comme la leur.** On relève également que mis à part l'âge du candidat (43%), tous les critères de choix d'un jeune en alternance sont jugés importants par plus de 75% des patrons de TPE, en particulier les qualités du candidat (97% dont 68% les jugent « très importantes), les compétences acquises lors de la formation (97%, dont 58% « très importantes »), et les modalités de présence dans l'entreprise (91%, dont 47% « très importantes)

Parmi les autres dispositifs proposés dans le plan de relance, **le remplacement du CICE par une baisse des cotisations employeurs sur les salaires convainc une courte majorité des chefs d'entreprise (54%).**

A l'inverse, une majorité des personnes interrogées estime que le plafonnement des indemnités prud'homales pour toutes les entreprises (53%) et le passage de 8 000 à 50 000 contrats de professionnalisation pour des chômeurs de longue durée (59%) ne permettront pas de faire diminuer le chômage. **Ce rejet est encore plus marqué s'agissant du plan massif de formation de 500 000 demandeurs d'emploi par an (63%, dont 35% trouvant ce dispositif « pas du tout efficace ») et surtout de la création d'une prime à l'embauche de 2 000 euros pour les salaires inférieur à 1,3 fois le Smic (78%, dont 43% qui jugent cette mesure « pas du tout efficace).**

Plus largement, seuls 8% déclarent que cette prime aura une influence réelle sur leur décision d'embaucher (dont 1% uniquement une influence déterminante), 21% considérant cette influence secondaire et 71% totalement inexistante.

Invités à s'exprimer sur le niveau des charges sociales selon la rémunération, une très large part des patrons de TPE les perçoivent comme élevées, qu'il s'agisse du Smic (78%), des salaires entre 1 500 et 2 000€ (84%) ou des salaires de plus de 2 000€ mensuels (82%). Une majorité juge même ces charges « très élevées » (entre 51% et 55%).

D'une manière générale, seul un chef d'entreprise sur cinq (20%) estime que ce plan permettra une relance de l'emploi avant la prochaine élection présidentielle, 19% misant sur une reprise des créations de postes en 2018 ou après tandis que 60% pensent que ces mesures n'auront aucun impact.

Des dirigeants sans salarié favorables au maintien du statut d'autoentrepreneur, tandis que les artisans sont opposés à l'allègement du système de qualification

Au sujet du travail indépendant, on relève **un jugement positif majoritaire des chefs d'entreprise à l'égard du statut d'autoentrepreneur (58%)**, plus marqué auprès des non employeurs (63%), ainsi que dans les services aux entreprises (68%) et les services aux particuliers (68%). A l'inverse, les dirigeants de l'industrie (57%) et du BTP (73%) considèrent majoritairement qu'il s'agit d'une mauvaise chose.

Les deux raisons principales avancées par les détracteurs de ce régime sont la concurrence déloyale qu'il permet (91%) et la création d'un salariat déguisé (87%). Dans une proportion très nettement inférieure, 38% estiment que le statut d'autoentrepreneur n'est pas avantageux pour ceux qui le choisissent, 24% invoquant d'autres raisons pour leur rejet. .

La fusion du RSI avec le régime général URSSAF proposée par Emmanuel Macron est très largement approuvée par les dirigeants de TPE (75%, dont 31% de « tout à fait favorables »).

En revanche, ces derniers se montrent très réticents à l'allègement du système des qualifications obligatoires des artisans (64%), à plus forte raison parmi les artisans (70%) et les chefs d'entreprise du commerce (75%) et du BTP (75%).

Dans la perspective de l'élection présidentielle, des patrons qui expriment majoritairement une « envie Juppé »

Une majorité de patrons de TPE (55%) estime qu'un président de la République et sa majorité parlementaire ne sont pas en mesure de faire évoluer significativement la situation économique et sociale du pays, dont un sur cinq (21%) jugeant totalement marginale l'influence des pouvoirs exécutif et législatif. **Les dirigeants de petites entreprises se montrent dans ces circonstances disposés à élire à la présidence de la République un candidat non issu de la sphère politique, à la condition qu'il s'agisse de l'un de leurs semblables.** 78% se déclarent en effet prêts à élire à la fonction suprême un chef d'entreprise, dont 46% y seraient tout à fait disposés. L'éventualité d'élire un militaire (25%) ou un artiste (25%) ne séduit en revanche qu'un quart des répondants, la moitié s'y montrant nettement hostiles (respectivement 47% et 53%).

12% des patrons de TPE déclarent avoir l'intention de participer à la primaire du parti Les Républicains, cette proportion assez proche de ce que l'Ifop mesure auprès de l'ensemble des Français s'élevant à 18% au sein des sympathisants du parti. A l'instar de l'ensemble des Français, les dirigeants de TPE placeraient Alain Juppé en tête au premier tour de cette primaire (40%), suivi de Nicolas Sarkozy (35%). François Fillon (11%) et Bruno Le Maire (9%) et Nathalie Kosciusko-Morizet (5%) recueilleraient des scores beaucoup plus faibles, les autres candidats ne recueillant aucune intention de vote.

On relève que les dirigeants du secteur des services aux entreprises privilégient plus largement l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac (76%), alors que l'ancien chef de l'Etat a la faveur des patrons du commerce (53%) et de l'hôtellerie (65%). **En cas de second tour de la primaire opposant ces deux favoris, une large majorité des patrons de TPE trancherait en faveur d'Alain Juppé (63% contre 37%),** qui bénéficierait de l'anti-sarkozysme d'une part importante des patrons de TPE. Le même clivage sectoriel apparaît entre les acteurs du commerce et de l'hôtellerie, ralliés à la cause de Nicolas Sarkozy (respectivement 56% et 66%), et ceux des services aux entreprises, qui voteraient quasi-unaniment pour Alain Juppé (95%).

Cet avantage en faveur d'Alain Juppé se retrouve de manière encore plus spectaculaire dans le premier rapport de force présidentiel établi dans ce baromètre TPE.

En effet, le Maire de Bordeaux obtiendrait au premier tour un score d'intentions de vote majoritaire. Avec 58%, soit un étiage encore supérieur à ce que recueillait Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007, Alain Juppé écraserait François Hollande (10.5%) et parviendrait à marginaliser Marine Le Pen (17%).

Surtout, la comparaison avec la configuration 2012 du premier tour de l'élection présidentielle tourne nettement à son avantage. Nicolas Sarkozy arriverait certes en tête devant Marine Le Pen (20%), François Bayrou (18%) et François Hollande (14%) mais avec un score à la fois très inférieur à ce que l'Ifop et Fiducial mesurait en sa faveur en avril 2012 (42%) et nettement moins élevé que dans l'hypothèse Juppé (23 points d'écart).

C'est dire si, longtemps clientèle électorale fidèle à Nicolas Sarkozy, les patrons de TPE semblent avoir choisi Alain Juppé pour la prochaine élection présidentielle.

Une adhésion au principe d'une primaire à gauche, pour laquelle Emmanuel Macron est largement soutenu

La perspective d'une primaire à gauche à laquelle François Hollande serait contraint de participer pour être candidat à l'élection présidentielle de 2017 séduit une majorité de patrons de TPE (57%), dont près de trois sympathisants socialistes sur quatre (74%). Si cette éventualité recueille l'adhésion totale de 31% des répondants, la même proportion s'y montre farouchement opposée (30%). **Dans la perspective de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron est largement plébiscité par les dirigeants de TPE pour représenter le Parti Socialiste (44%),** et plus largement encore par les sympathisants du parti Les Républicains (66%). Seuls 17% des répondants souhaiteraient voir l'actuel Premier ministre Manuel Valls représenter le Parti Socialiste et les autres personnalités testées ne sont citées que dans des proportions marginales. Notons le score particulièrement faible obtenue par François Hollande (4%)

Privilégiant le Ministre de l'économie pour représenter le Parti Socialiste, les dirigeants de TPE perçoivent également les thématiques économiques comme les **principaux enjeux de l'élection présidentielle de 2017. Ils placent le chômage largement en tête des thèmes sur lesquels reposera le scrutin** (38% de citations, dont 19% y voyant l'enjeu principal), suivi de la croissance économique (21%). Conséquence d'une année 2015 marquée par les attentats, la sécurité (19%) et le terrorisme (12%) occupent par ailleurs une place importante dans l'esprit des patrons de TPE, à des niveaux comparables aux questions fiscales (15%) ou liées au pouvoir d'achat (15%).

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

(↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale — Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise

Gouvernements Raffarin



Gouvernement Villepin



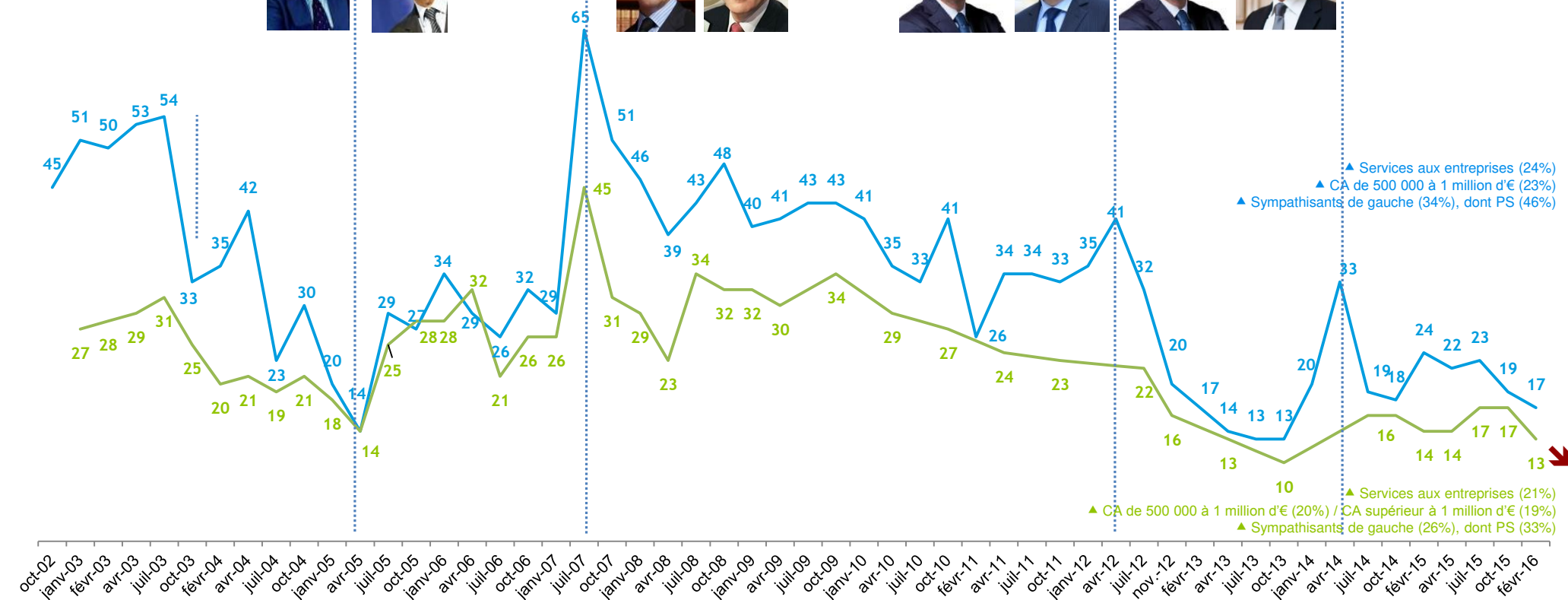
Gouvernements Fillon



Gouvernement Ayrault



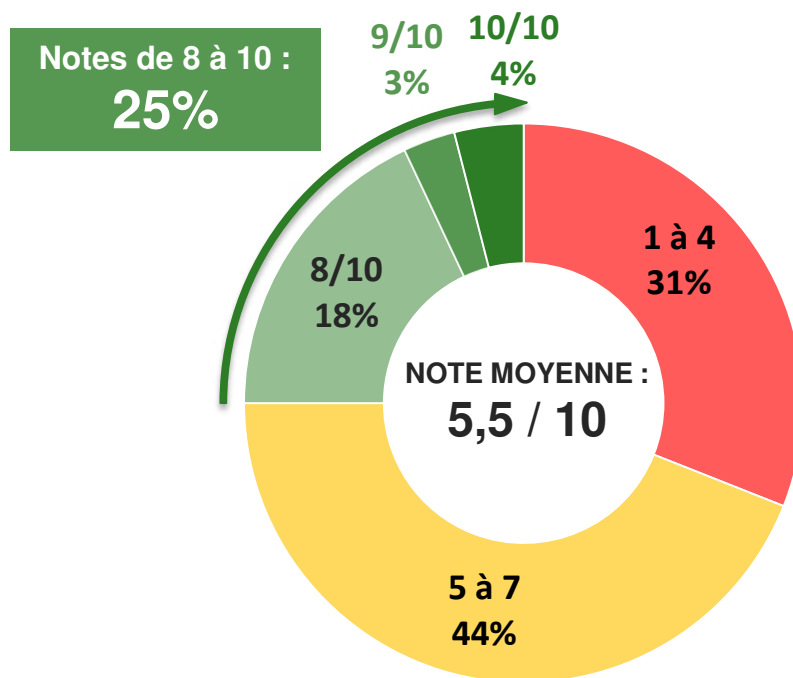
Gouvernement Valls



Le regard sur la gestion des attentats de 2015 par le gouvernement

Question

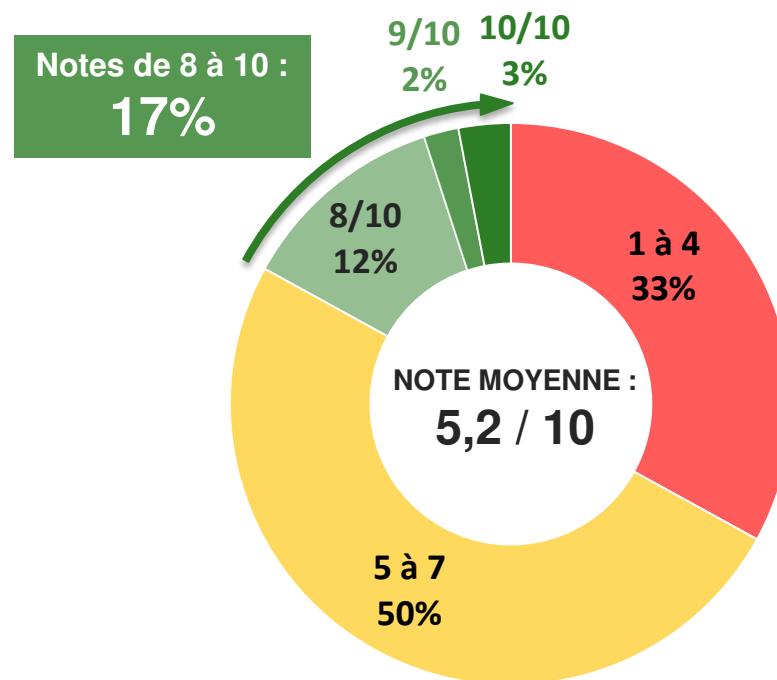
En 2015, la France a subi deux vagues d'attentats sur son territoire. Quelle note attribueriez-vous au président de la République et à son gouvernement dans la gestion de ces événements, sachant que 1 est une mauvaise note et 10 une excellente note, les notes intermédiaires servant à nuancer votre jugement ?



*La gestion de ces événements
suite aux vagues d'attentats*

Question

Quelle note attribueriez-vous au président de la République et à son gouvernement en matière de protection de la sécurité des Français, sachant que 1 est une mauvaise note et 10 une excellente note ?



*La protection et la
sécurité des Français*

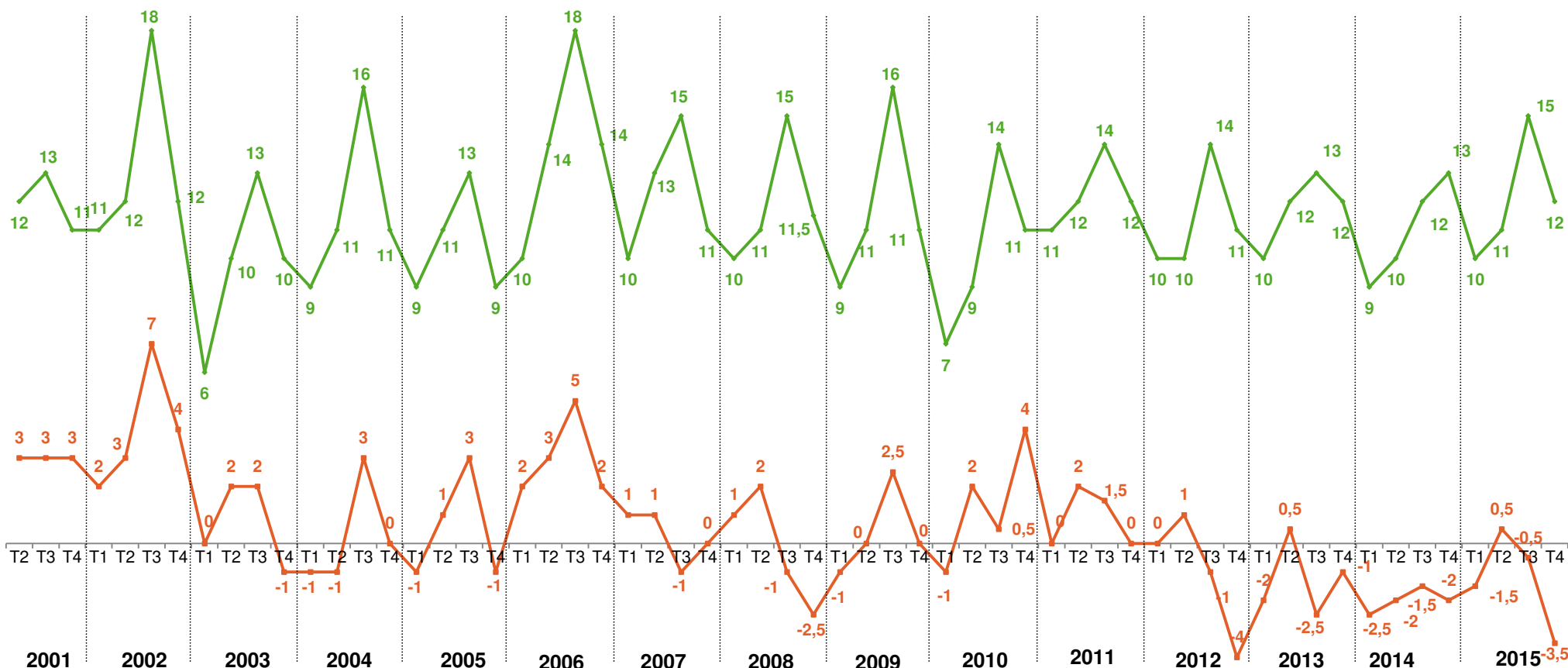
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

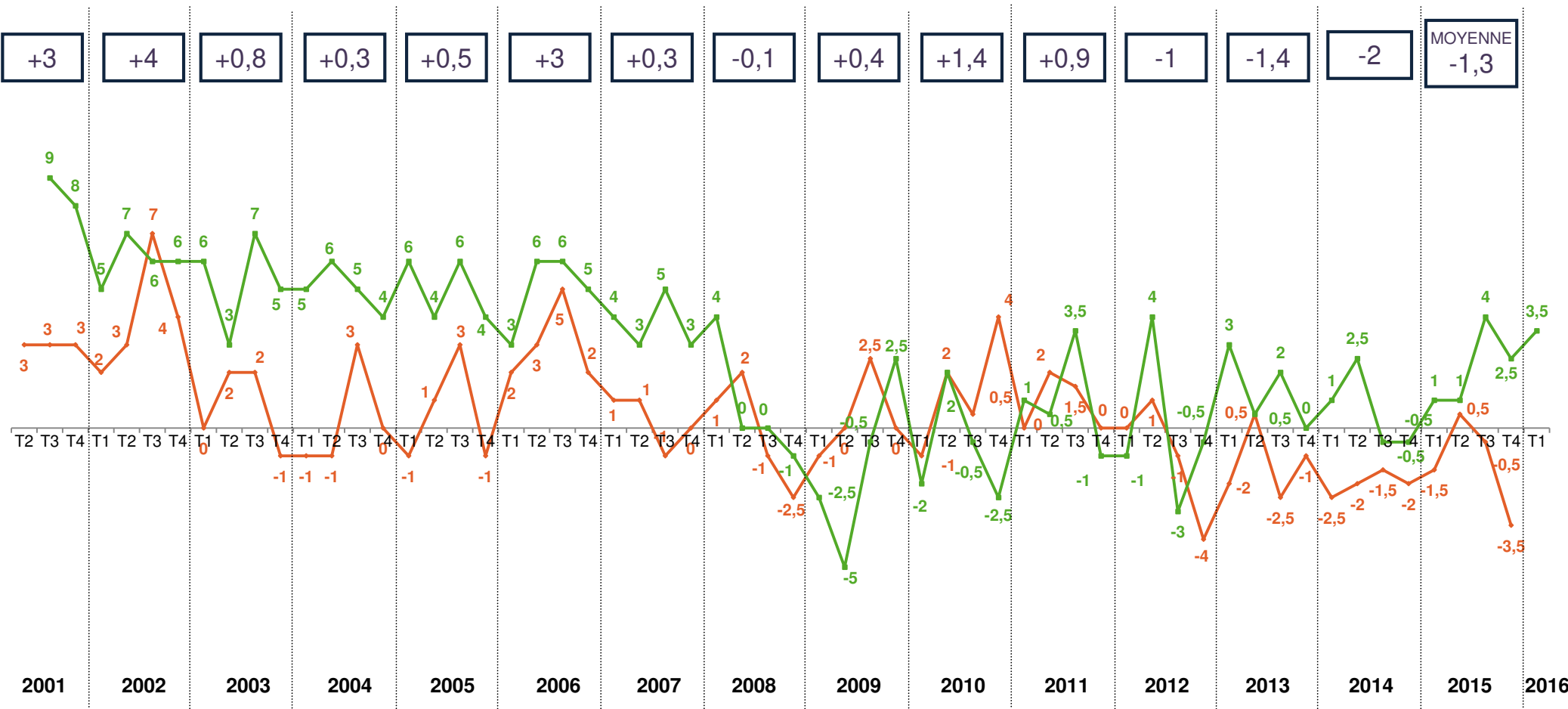
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,5

} Moyennes depuis 2001

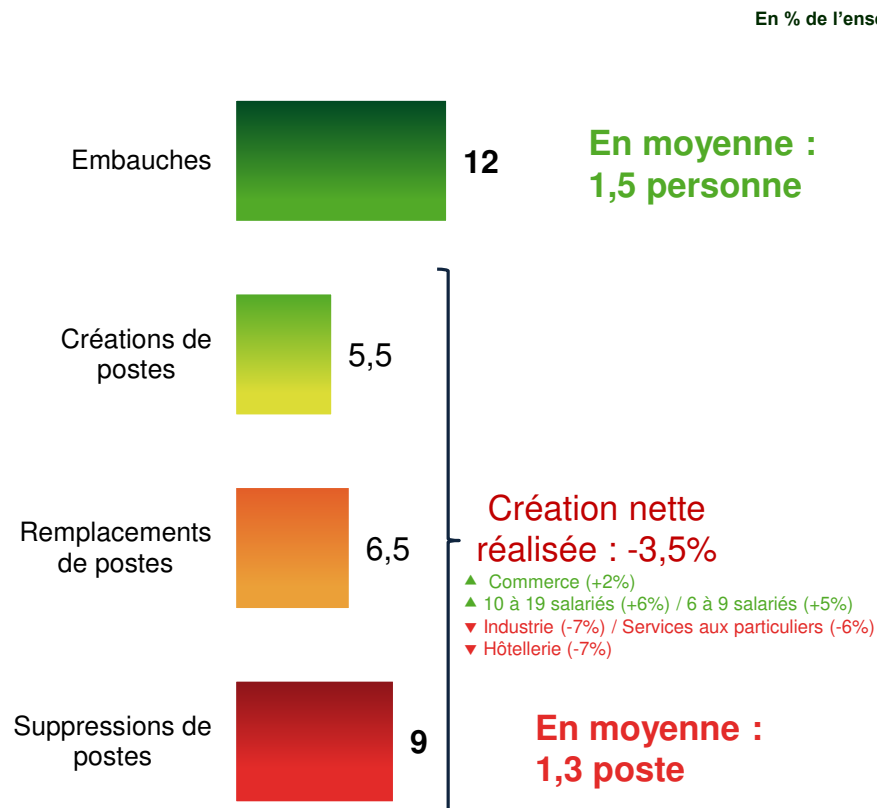


— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois

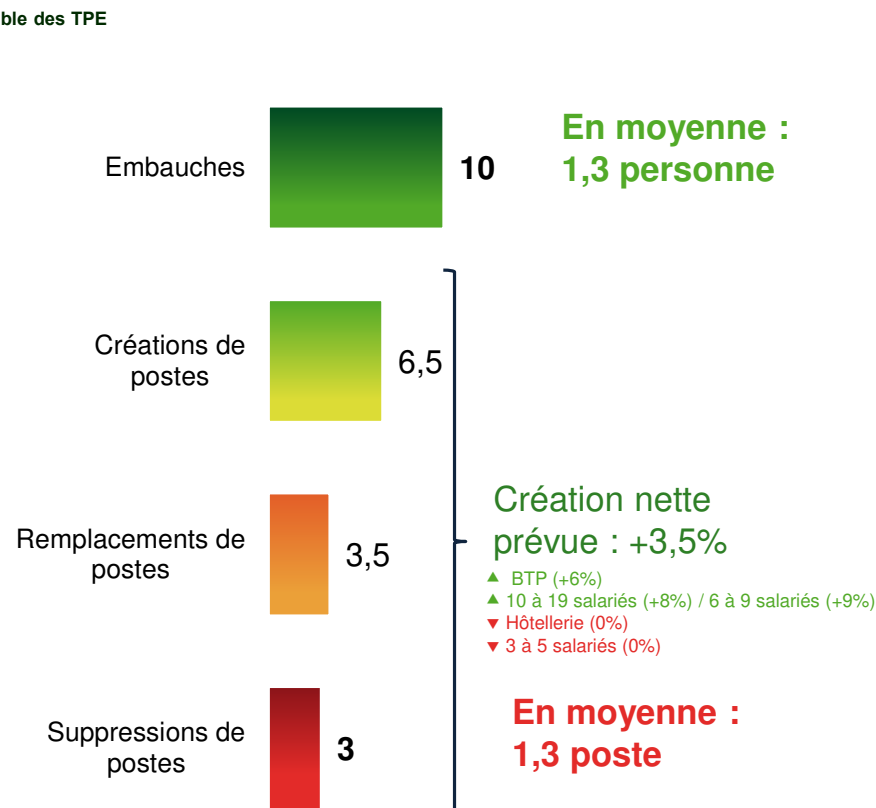


La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'octobre à décembre 2015



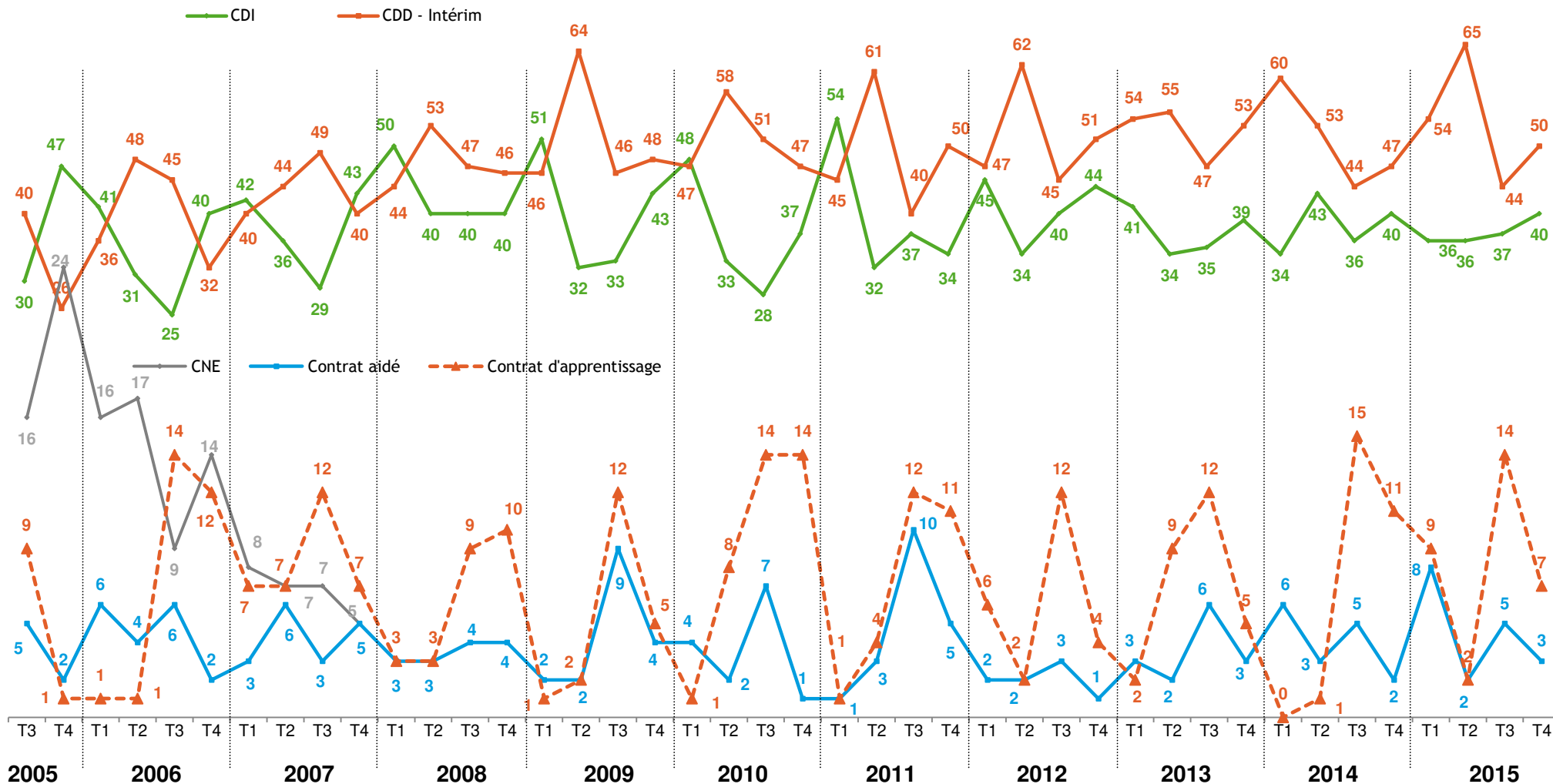
Perspectives de janvier à mars 2016



Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

CDD > 1 mois = 32%
CDD < 1 mois = 18%

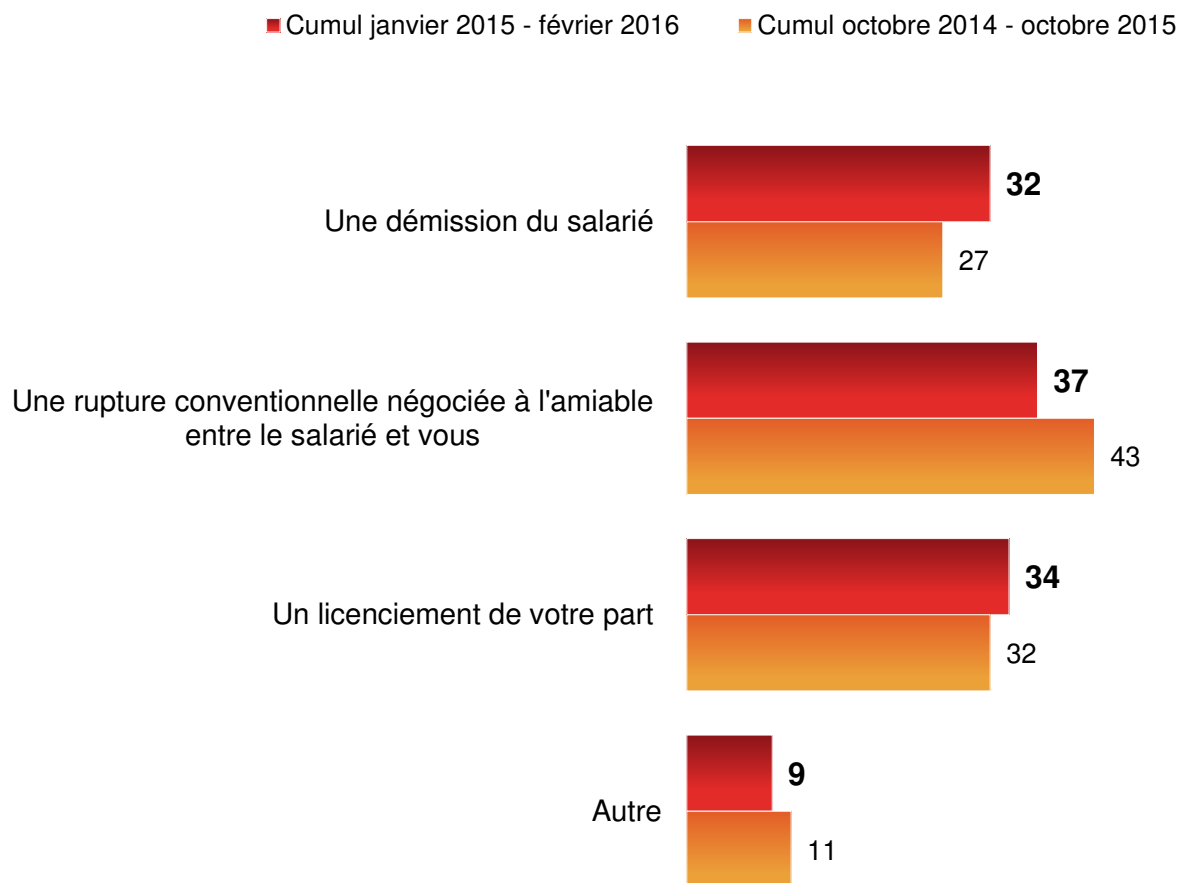


Base : aux dirigeants de TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?

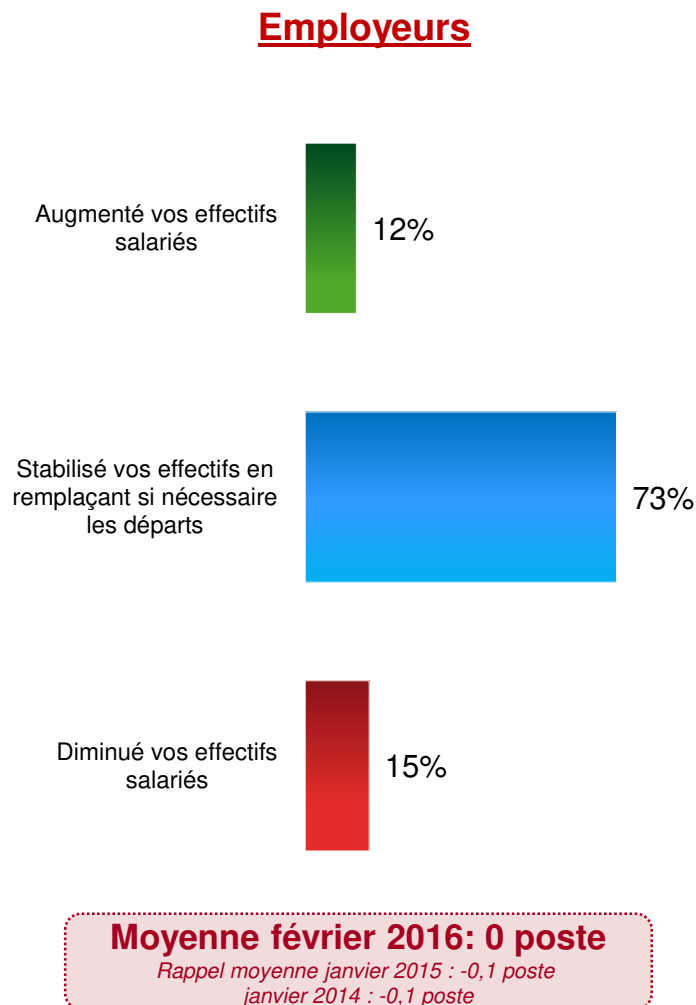


Base : aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois (calcul en cumul sur une année glissante)

L'évolution des effectifs en 2015

Question

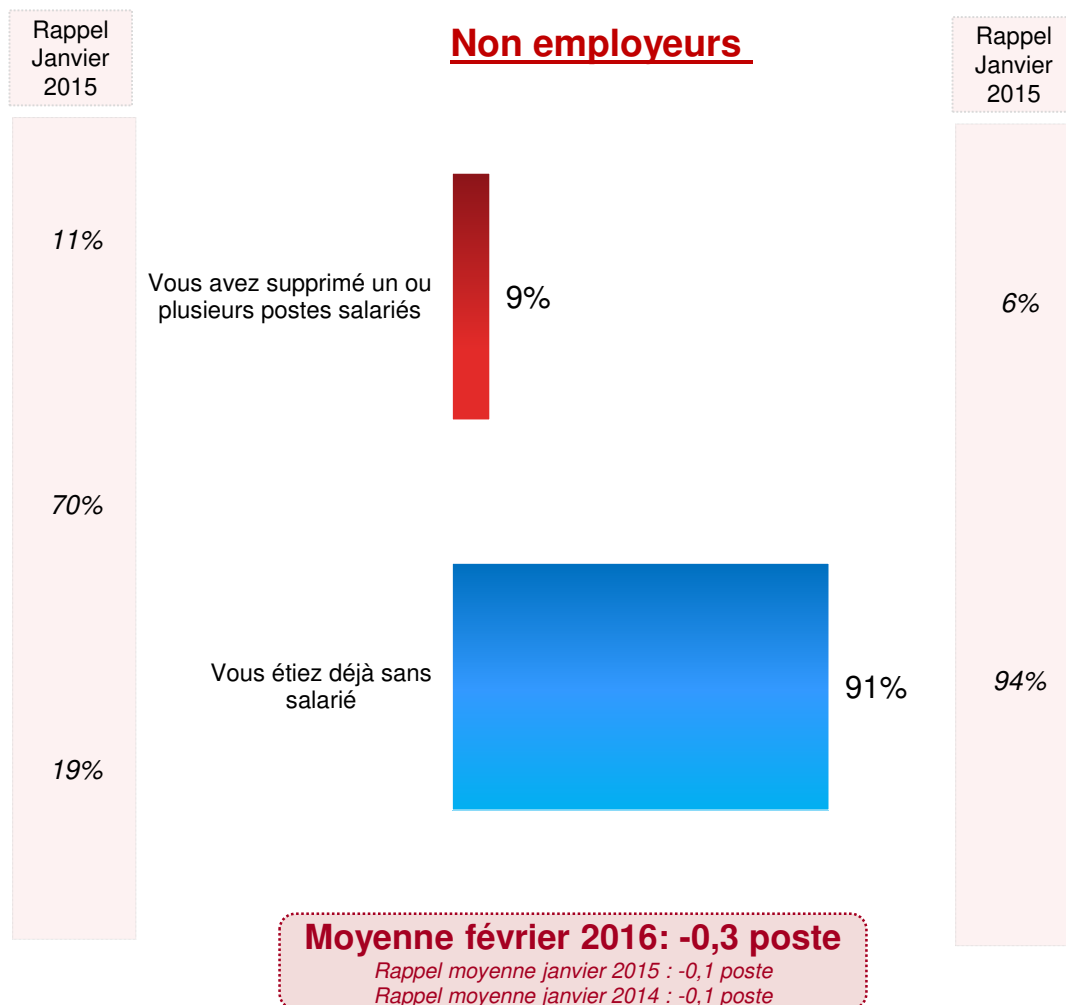
Au global, sur l'année 2015, avez-vous... ?



Base : aux dirigeants de TPE employant au moins un salarié.

Question

Au global, sur l'année 2015, quelle a été votre situation en matière d'emploi

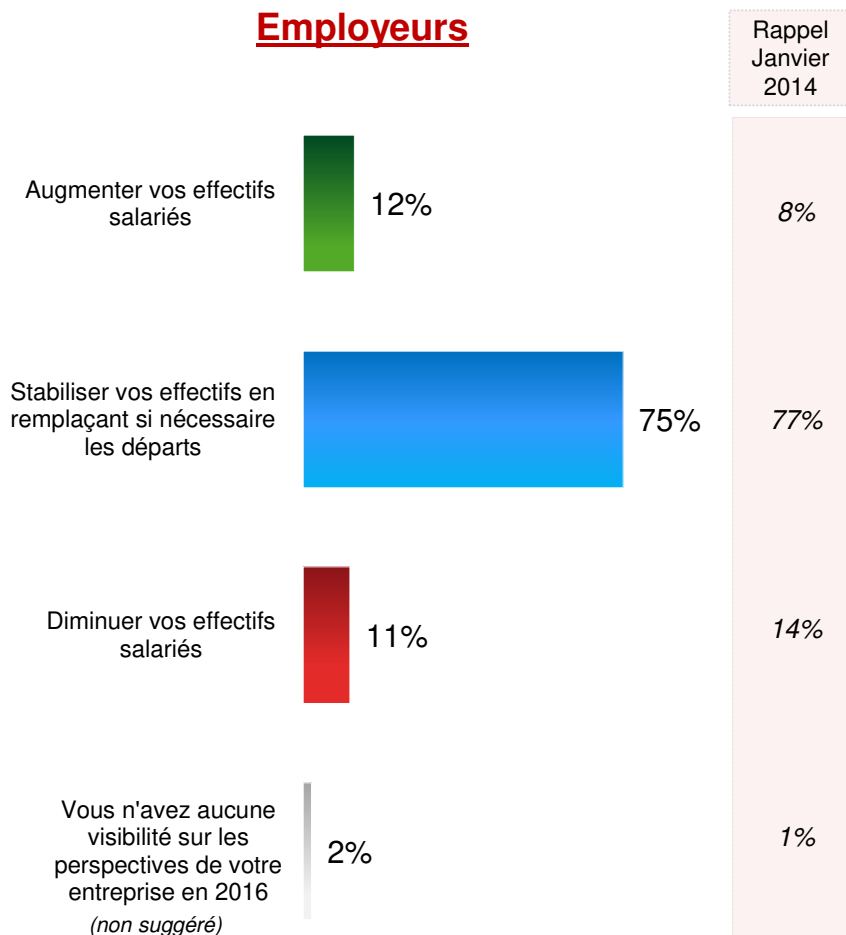


Base : aux dirigeants de TPE n'ayant pas de salarié.

Les prévisions en matière d'emploi pour 2016

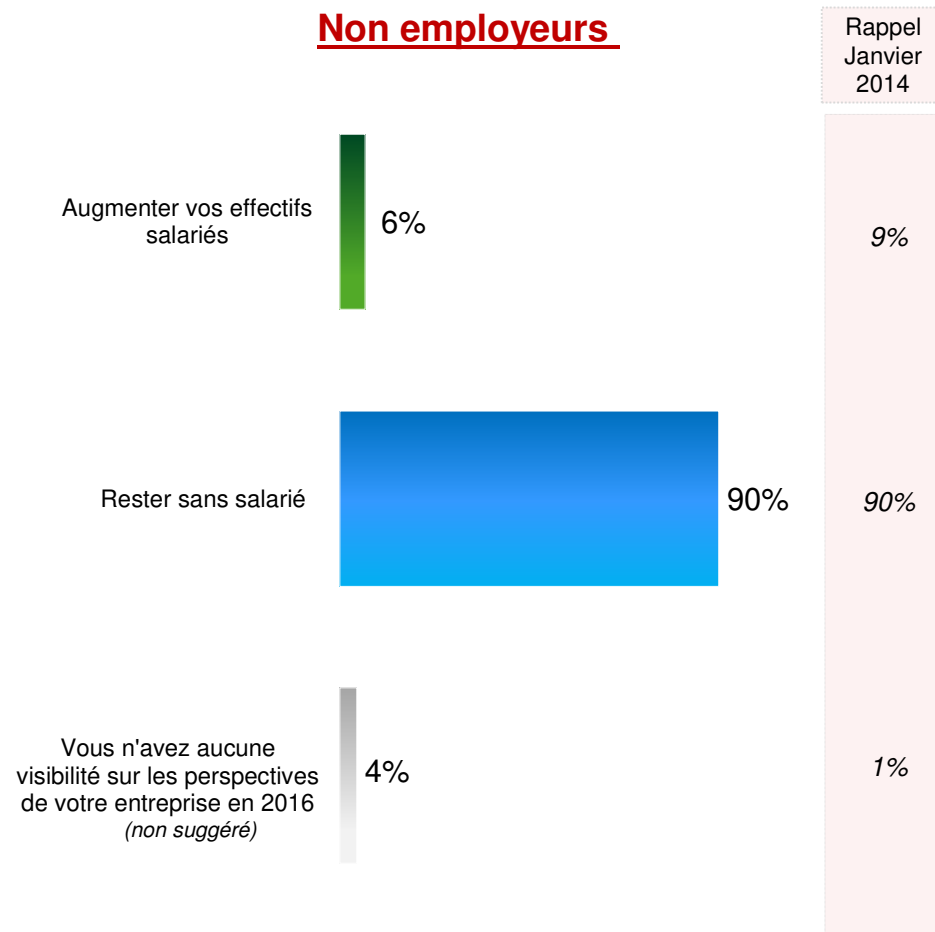
Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2016?



Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2016?



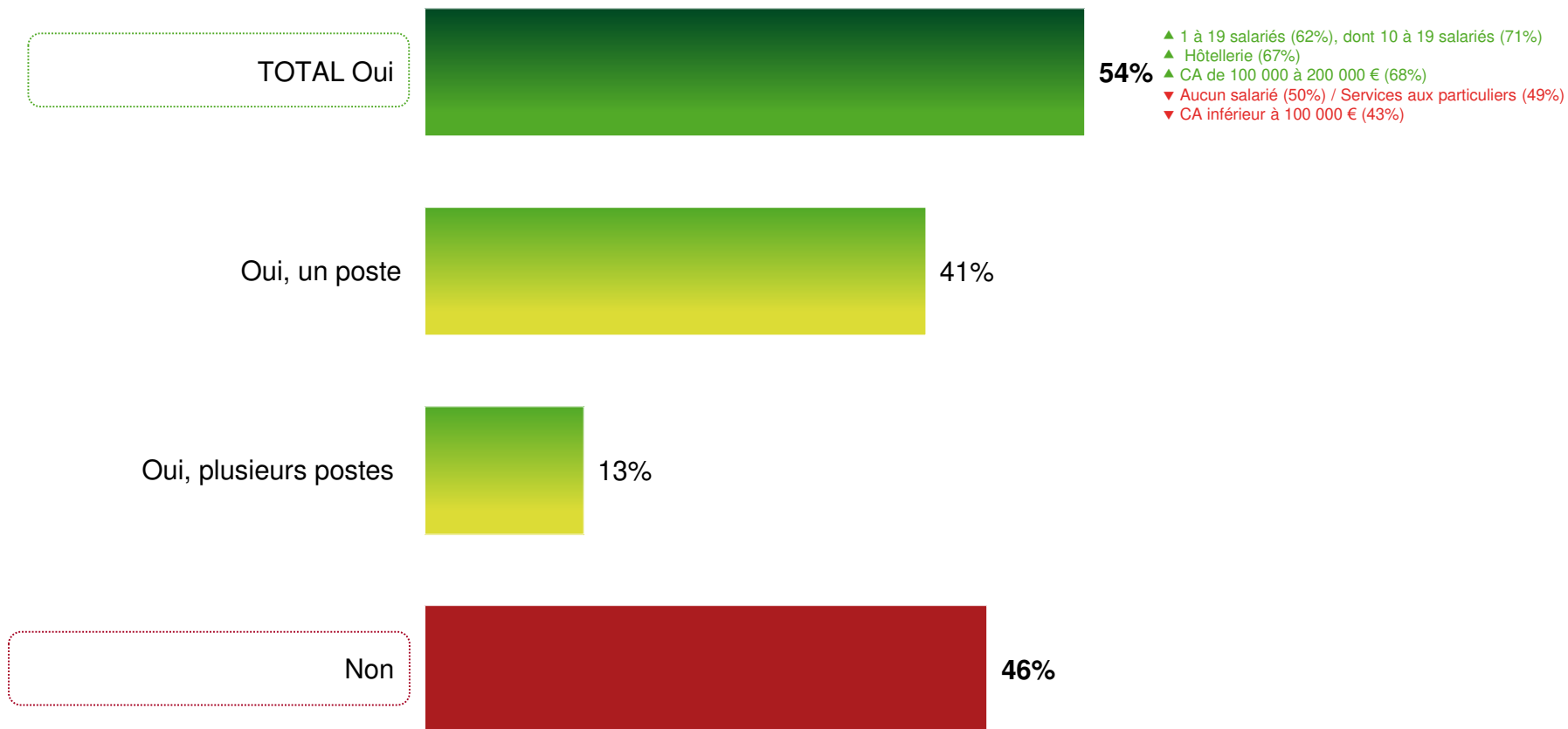
Base : aux patrons de TPE employant au moins un salarié.

Base : aux patrons de TPE n'ayant pas de salarié.

Le souhait de créer des postes si son entreprise en avait la possibilité

Question

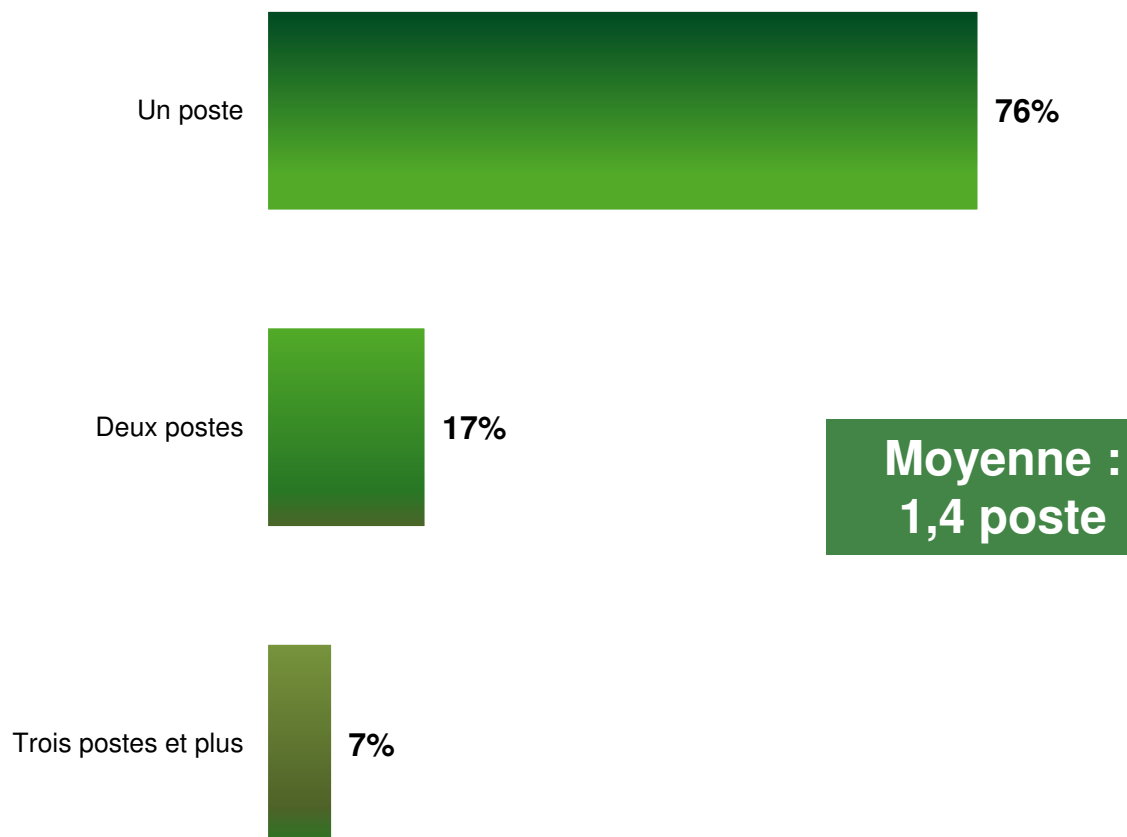
Si vous en aviez la possibilité, souhaiteriez-vous créer des postes au sein de votre entreprise ?



Le nombre de postes créés si son entreprise en avait la possibilité

Question

Combien de postes souhaiteriez-vous créer au sein de votre entreprise ?

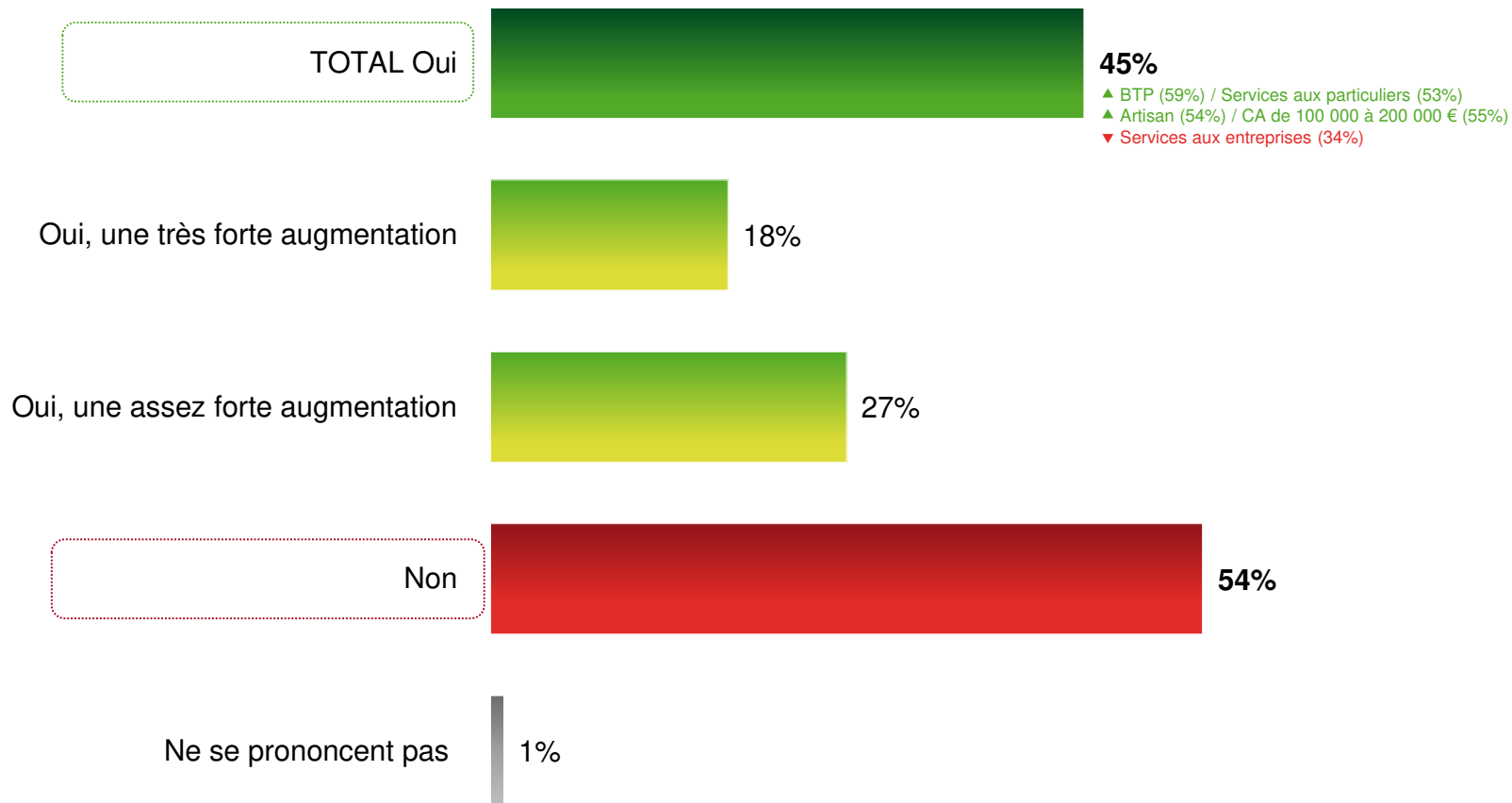


Base : aux dirigeants de TPE déclarant qu'ils souhaiteraient créer un ou plusieurs postes s'ils en avaient la possibilité

La perception d'une augmentation du travail au noir depuis deux ans

Question

Avez-vous observé dans votre environnement au cours de deux dernières années une augmentation du travail au noir ?



Base : ensemble des dirigeants de TPE

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

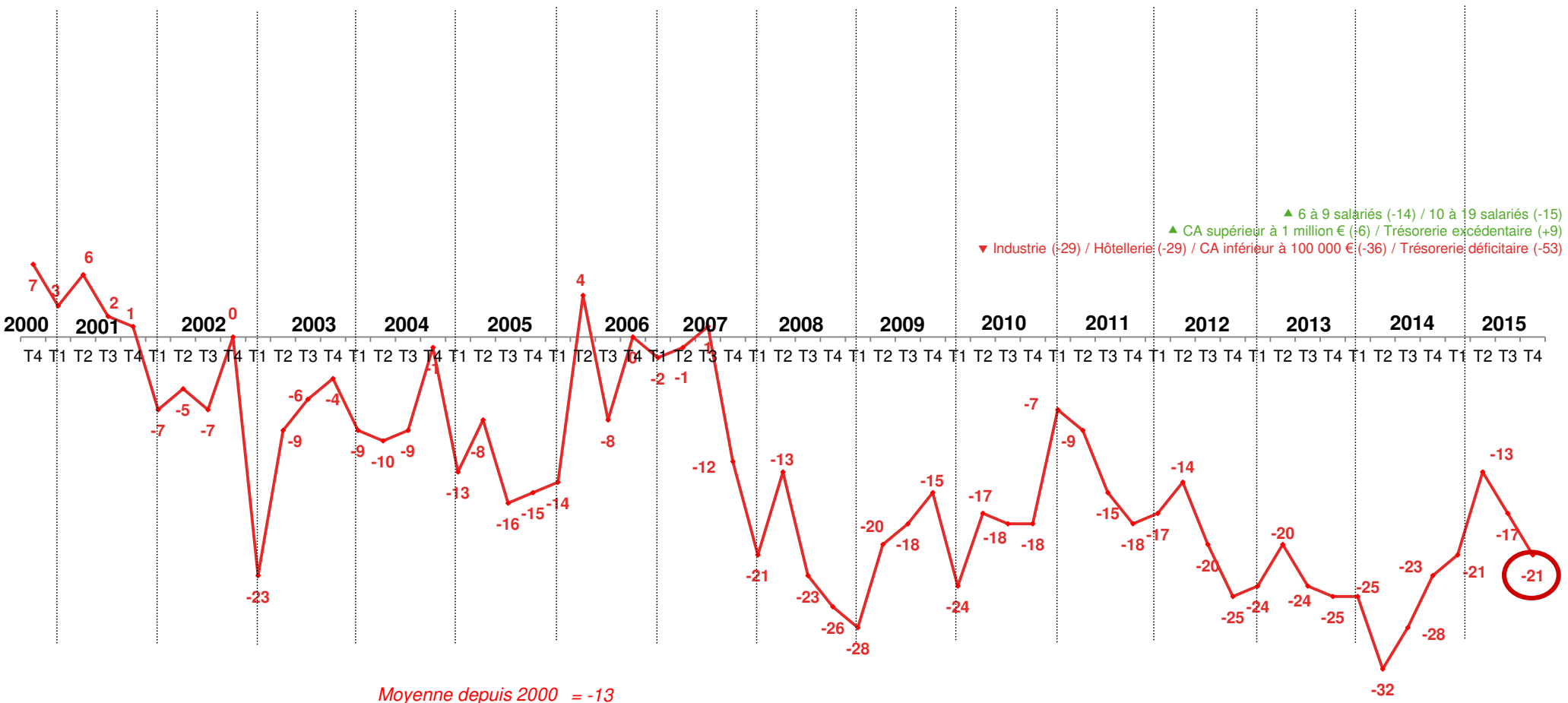
(↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois



La croissance en 2015 et les prévisions pour 2016

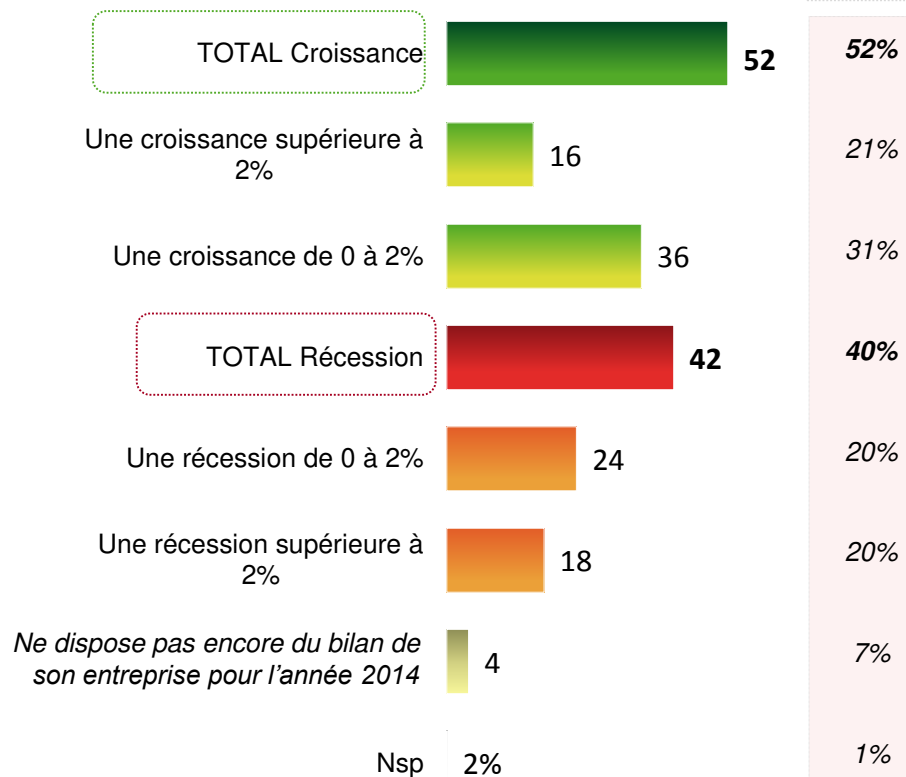
Question

Au global, sur 2015, diriez-vous que votre entreprise aura connu... ?

Moyenne février 2016 : -0,7%

Rappel moyenne janvier 2015: -1,0% / Rappel moyenne janvier 2014: -0,5% / Rappel moyenne octobre 2013 : -2% / Rappel moyenne février 2013 : +0,2% / Rappel moyenne novembre 2012: -3,2% / Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,5% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +1,2 /

▲ 6 à 9 salariés (+1,8%) / 10 à 19 salariés (+1,3%)
▲ BTP (4,3%) / Services aux entreprises (+1,8%) / CA de 200 000 à moins de 500 000 € (+3,8%)
▼ Serv. Aux particuliers (-3,5%) / CA de moins de 200 000 à 500 000 € (-3,1%)



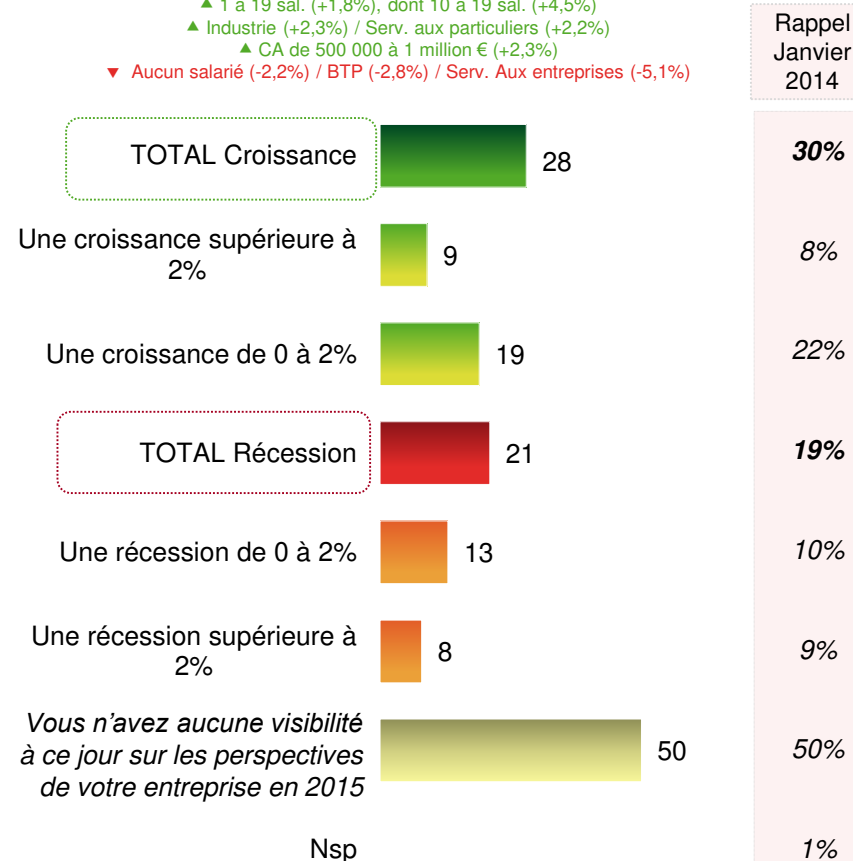
Question

Et en 2016, diriez-vous que votre entreprise connaîtra... ?

Moyenne février 2016 : -0,5%

Rappel moyenne janvier 2015: -0,9% / Rappel moyenne janvier 2014: 0% / Rappel moyenne octobre 2013 : +2,5% / Rappel moyenne février 2013 : +0,5% / Rappel moyenne Novembre 2012 : 0% Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,2% Rappel moyenne Octobre 2011 : +2,7%

▲ 1 à 19 sal. (+1,8%), dont 10 à 19 sal. (+4,5%)
▲ Industrie (+2,3%) / Serv. aux particuliers (+2,2%)
▲ CA de 500 000 à 1 million € (+2,3%)
▼ Aucun salarié (-2,2%) / BTP (-2,8%) / Serv. Aux entreprises (-5,1%)

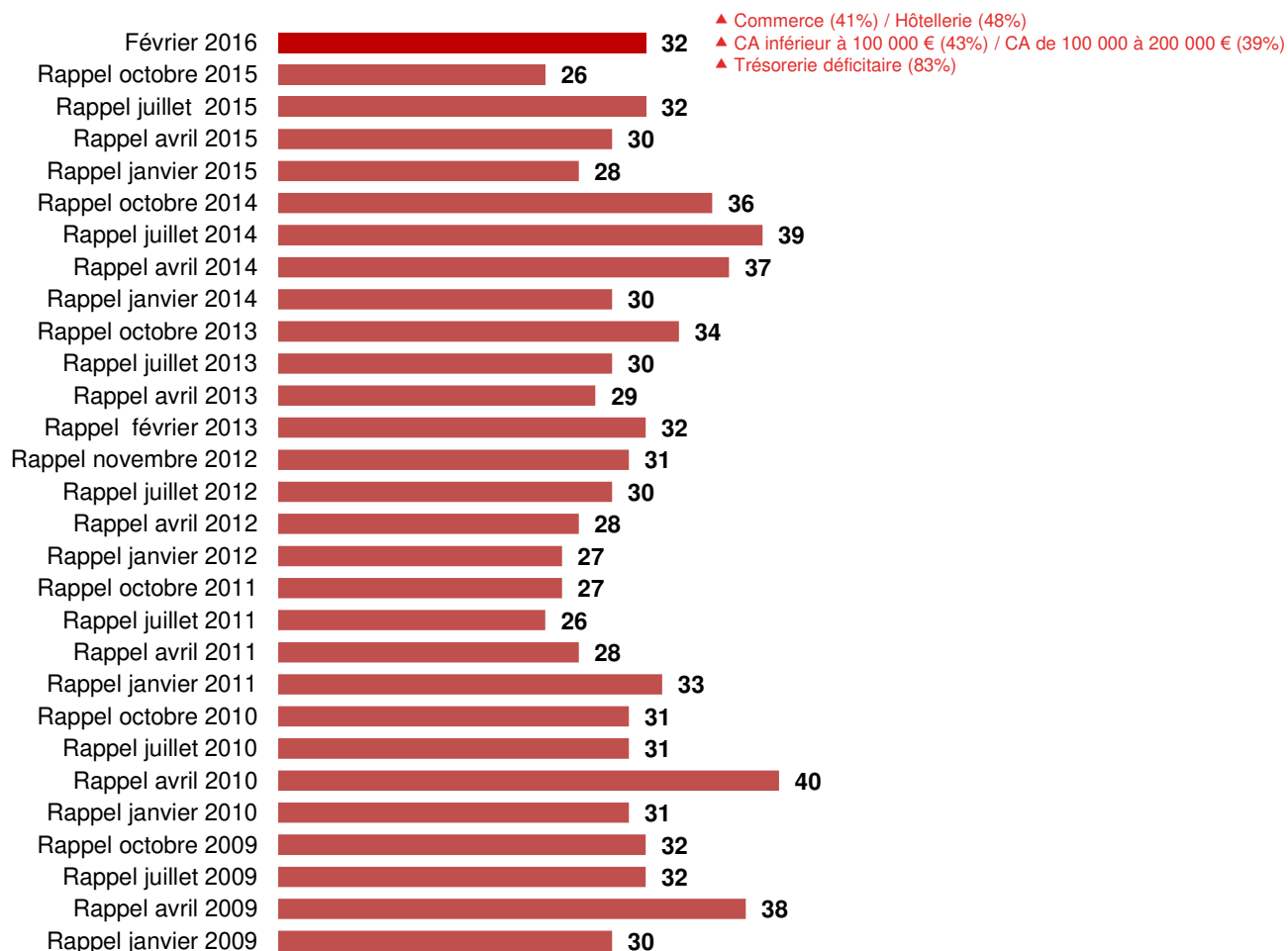


Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

Excédentaire



30%

- ▲ Services aux entreprises (43%)
- ▲ CA de 500 000 à 1 million d'€ (44%), supérieur à 1 million € (45%)

A l'équilibre



48%

- ▲ BTP (57%) / Commerce (54%)
- ▲ CA de 100 000 à 200 000 € (58%)

Déficitaire



22%

- ▲ Hôtellerie (37%)
- ▲ CA inférieur à 100 000 € (29%)

Rappel
octobre
2015

32%

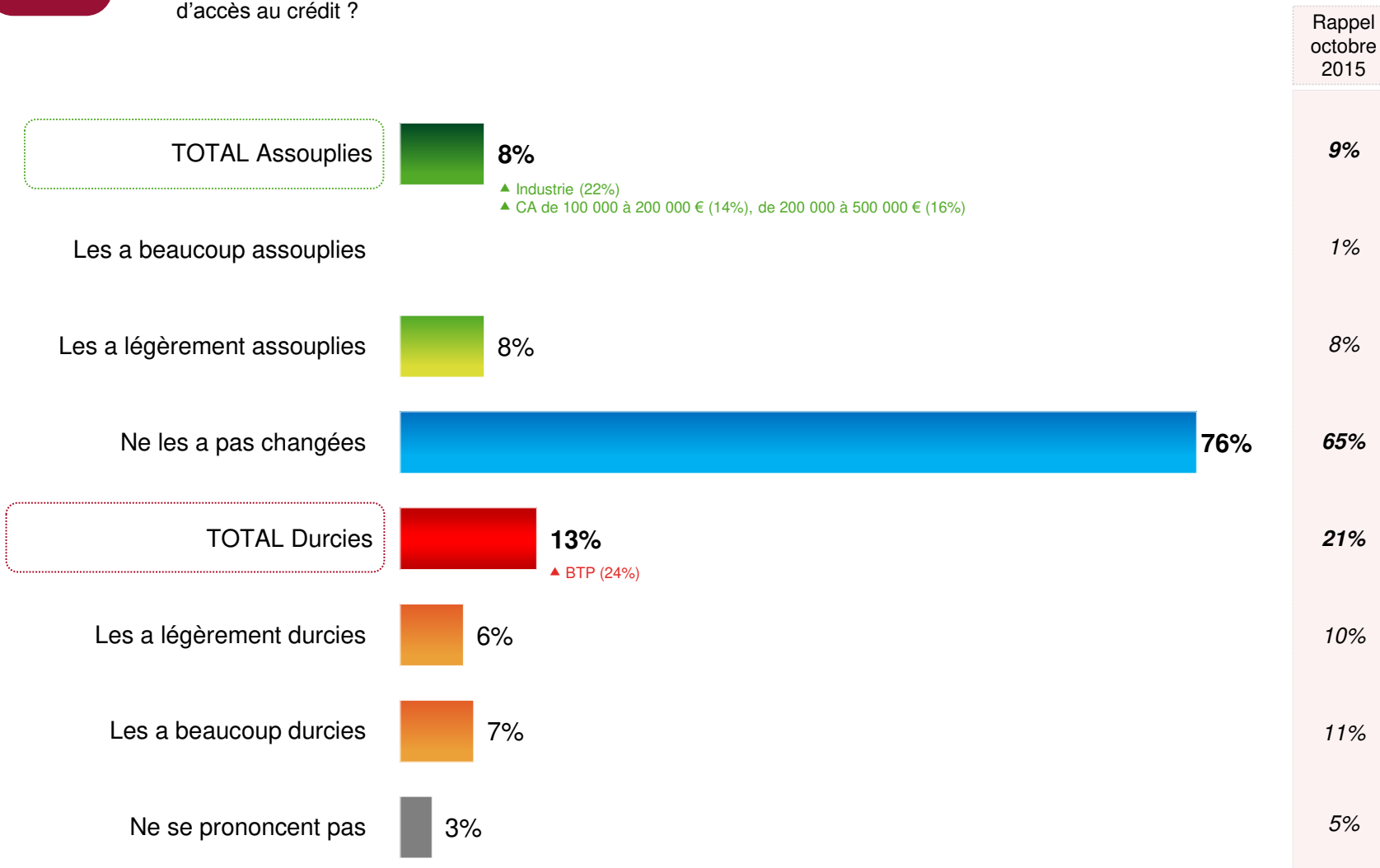
51%

17%

L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?

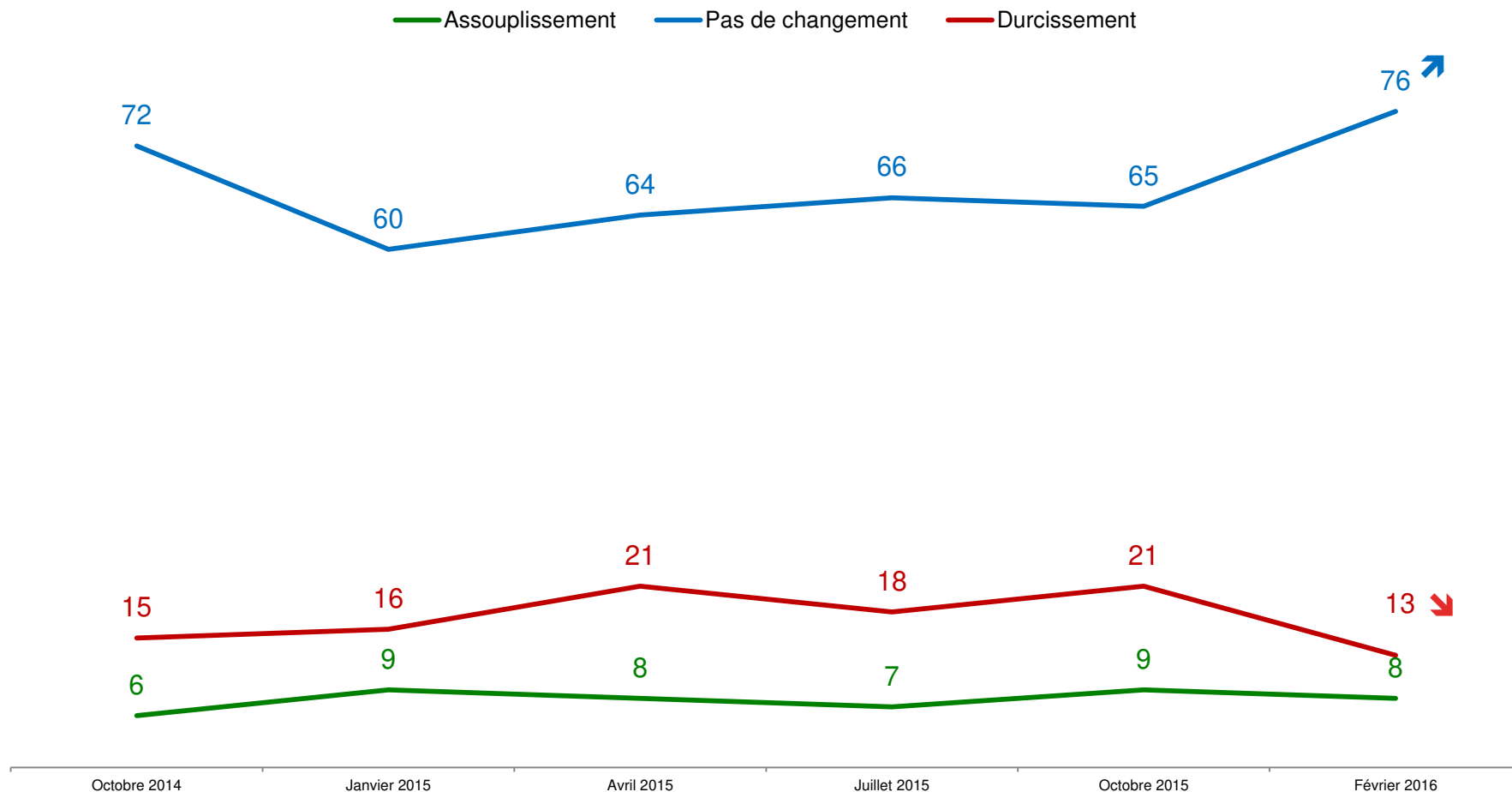


Base : à 50% de l'échantillon

L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

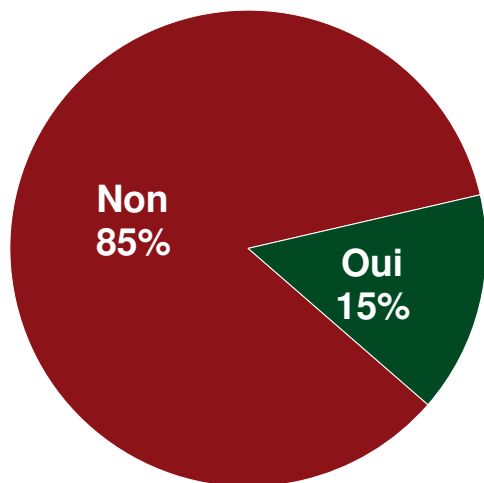
Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?



Les demandes de financement des TPE

Question

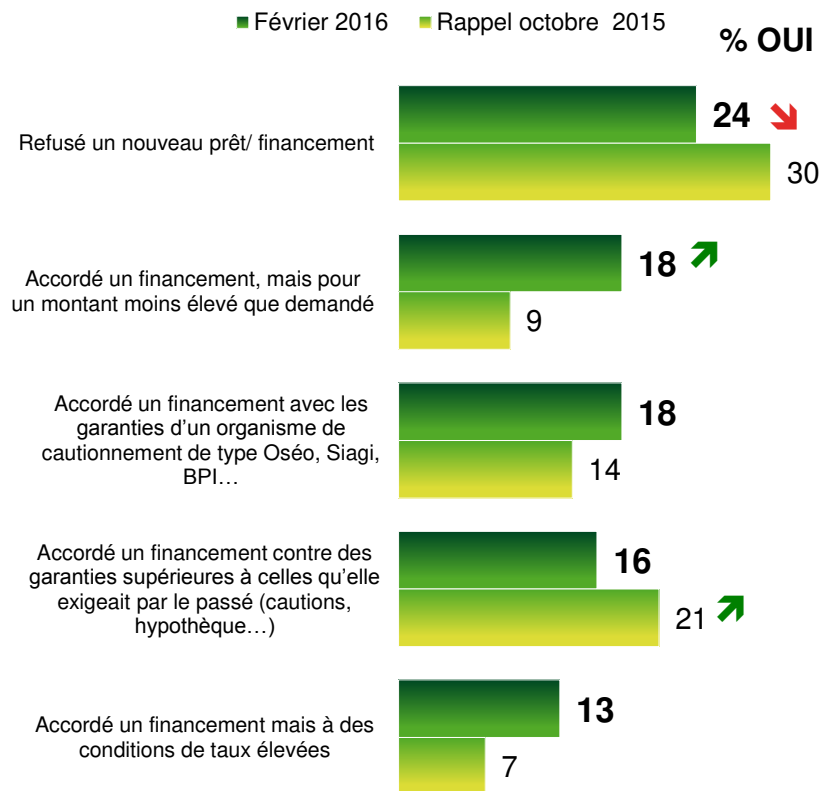
Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?



▲ 1 à 19 salariés (21%)
▲ Industrie (29%)
▲ CA de 500 000 à 1 million d'€ (29%)
▲ CA supérieur à 1 million d'€ (25%)

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?



Au moins une mesure de durcissement : 52%

Rappel octobre 2015 : 57%

▲ Aucun salarié (62%) / Commerce (62%) / Hôtellerie (73%)
▲ CA inférieur à 100 000 € (81%) / Trésorerie déficitaire (81%)

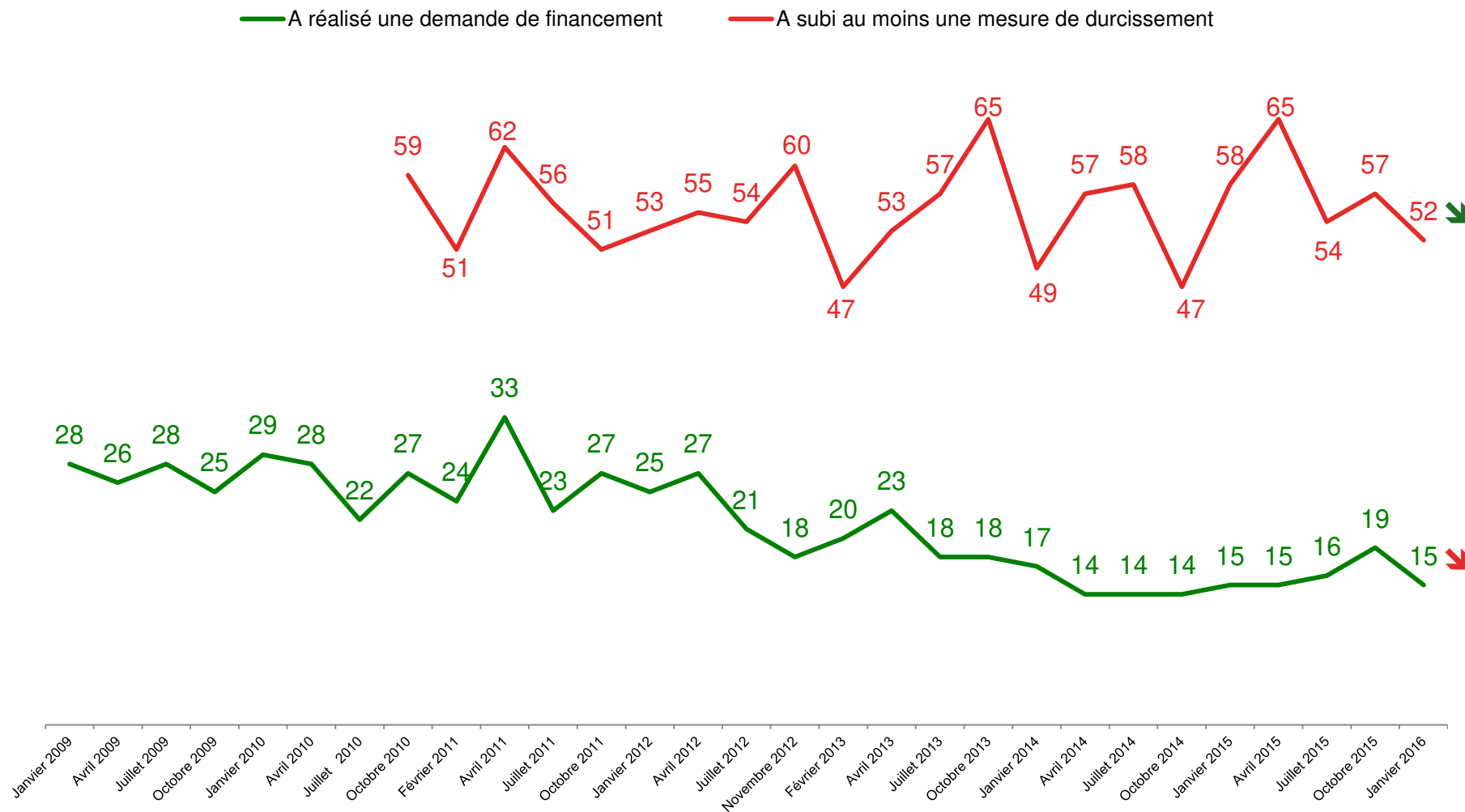
Base : ensemble des dirigeants de TPE

Base : aux dirigeants de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



***Les annonces du
Gouvernement en matière
d'emploi***

1. Les annonces sur le plan de relance de l'emploi

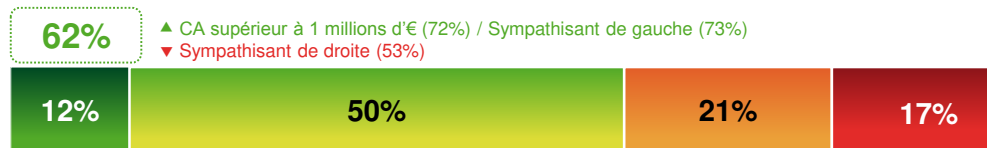
L'efficacité des différentes mesures du plan de relance de l'emploi

Question

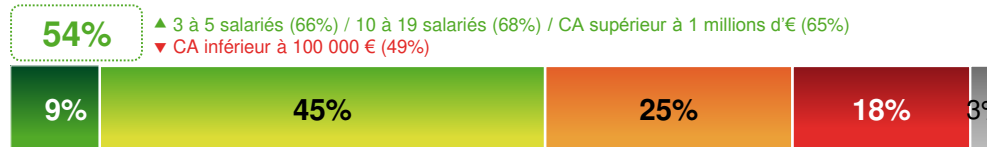
Lors d'une conférence donnée le 18 janvier, François Hollande a annoncé un nouveau plan pour la relance de l'emploi. Vous personnellement, pour chacune des mesures suivantes annoncées par François Hollande, diriez-vous qu'elle sera efficace ou pas efficace pour faire diminuer le chômage ?

Total Efficace

Le développement et la valorisation de l'apprentissage, avec un statut et une rémunération liés aux compétences plus qu'à l'âge



Le remplacement du CICE par une baisse des cotisations employeurs sur les salaires



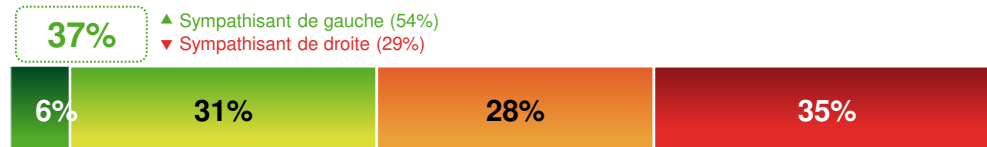
Le plafonnement des indemnités prud'homales pour toutes les entreprises



Le passage de 8 000 à 50 000 contrats de professionnalisation à des chômeurs longue durée



Un plan massif de formation permettant de former 500 000 demandeurs d'emploi par an



La création d'une prime à l'embauche sous forme de chèque de 2 000 € pour les salaires inférieurs à 1,3 fois le SMIC, au sein des entreprises de moins de 250 salariés

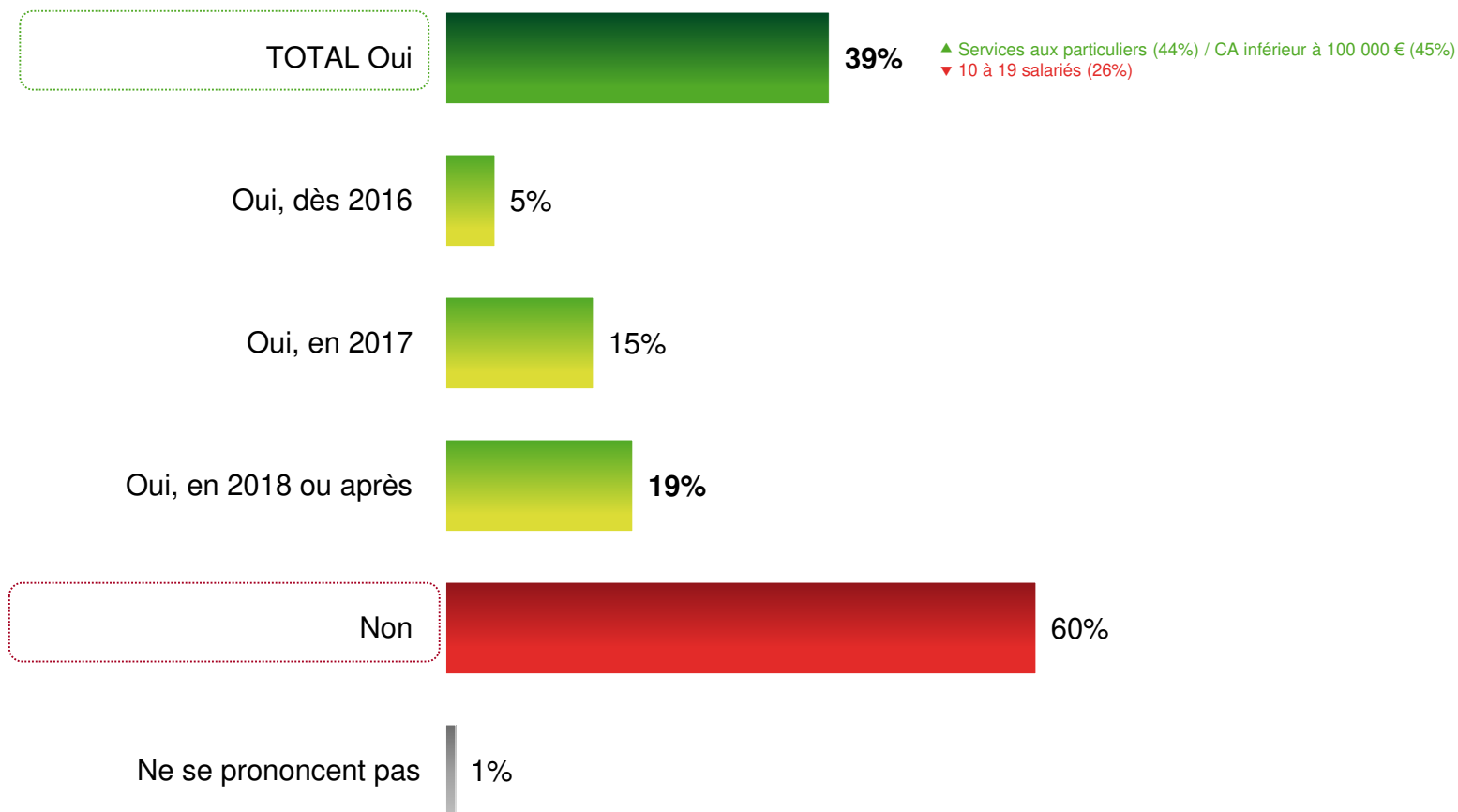


■ Très efficace ■ Plutôt efficace ■ Plutôt pas efficace ■ Pas du tout efficace ■ Ne se prononcent pas

Le pronostic sur l'efficacité globale du plan de relance de l'emploi

Question

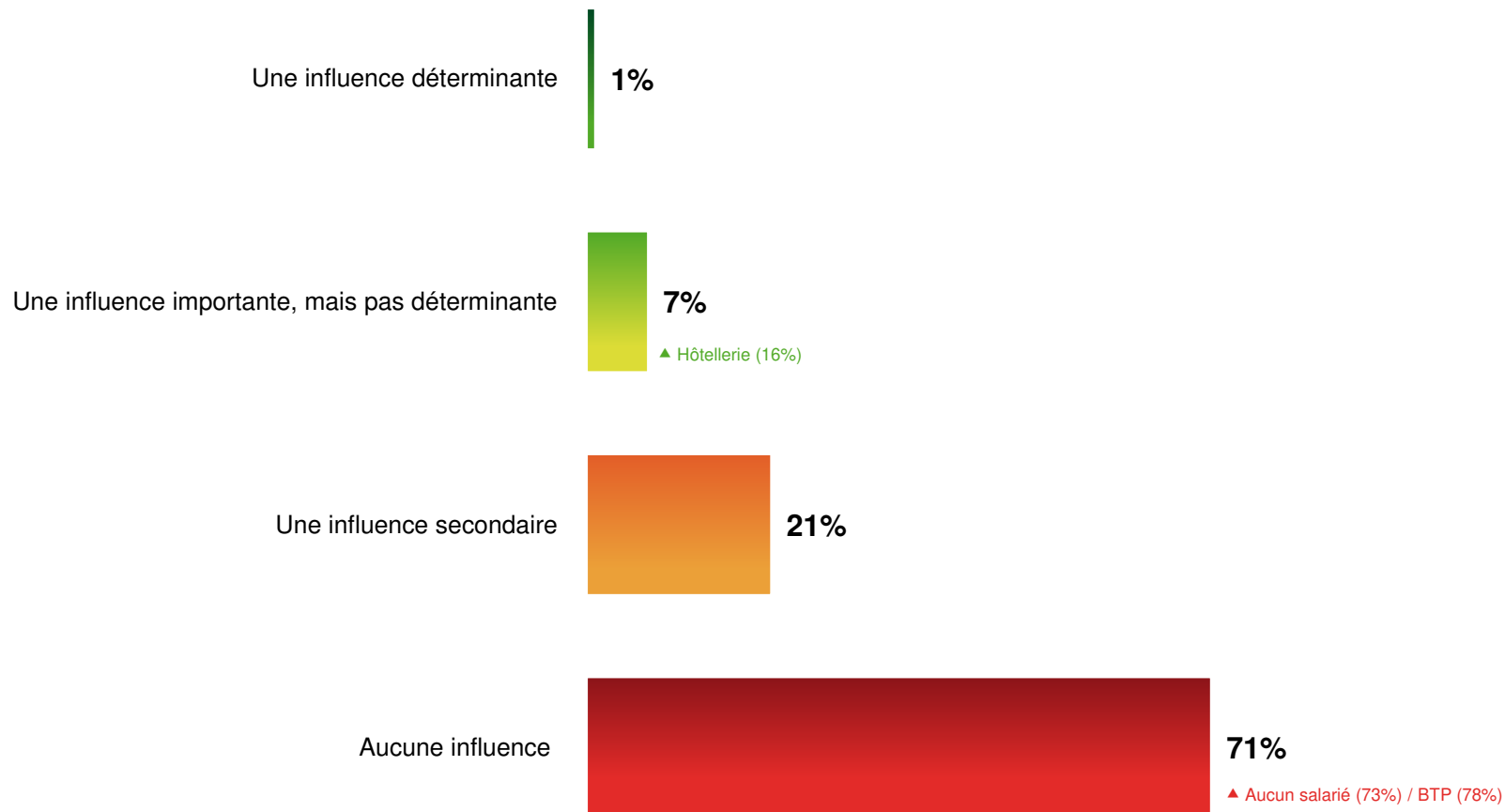
Selon vous, ce plan pour la relance de l'emploi va-t-il permettre d'infléchir la courbe du chômage ?



Le caractère incitatif de la prime à l'embauche

Question

Diriez-vous que la création de la prime à l'embauche de 2 000€ pour les salaires jusqu'à 1,3 Smic aura une influence déterminante, importante mais pas déterminante, secondaire ou aucune influence sur votre décision d'embaucher ?

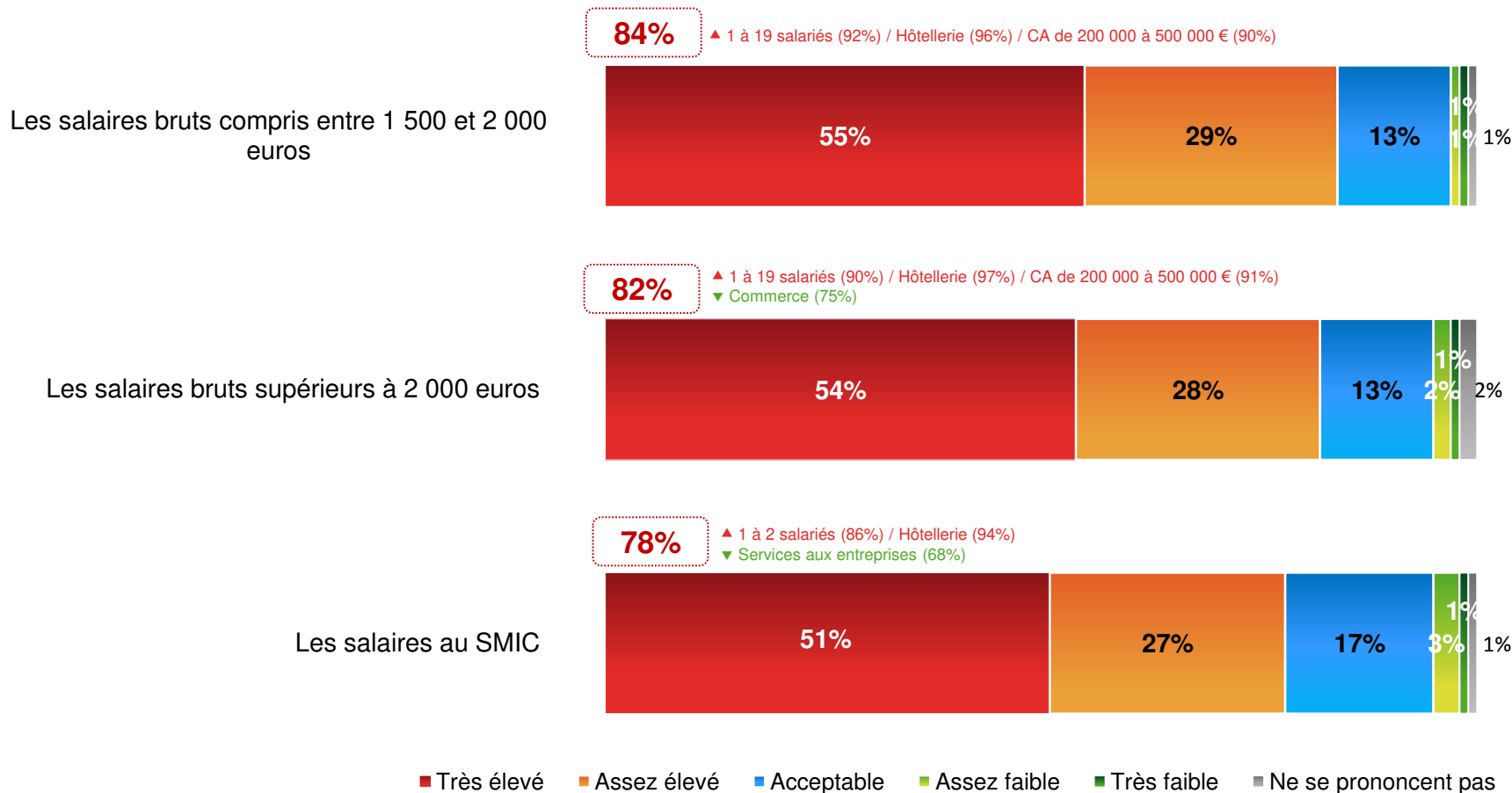


Le jugement sur les charges sociales selon le niveau de salaire

Question

Quelle appréciation portez-vous sur le niveau de charges sociales, en ce qui concerne... ?

Total Elevé

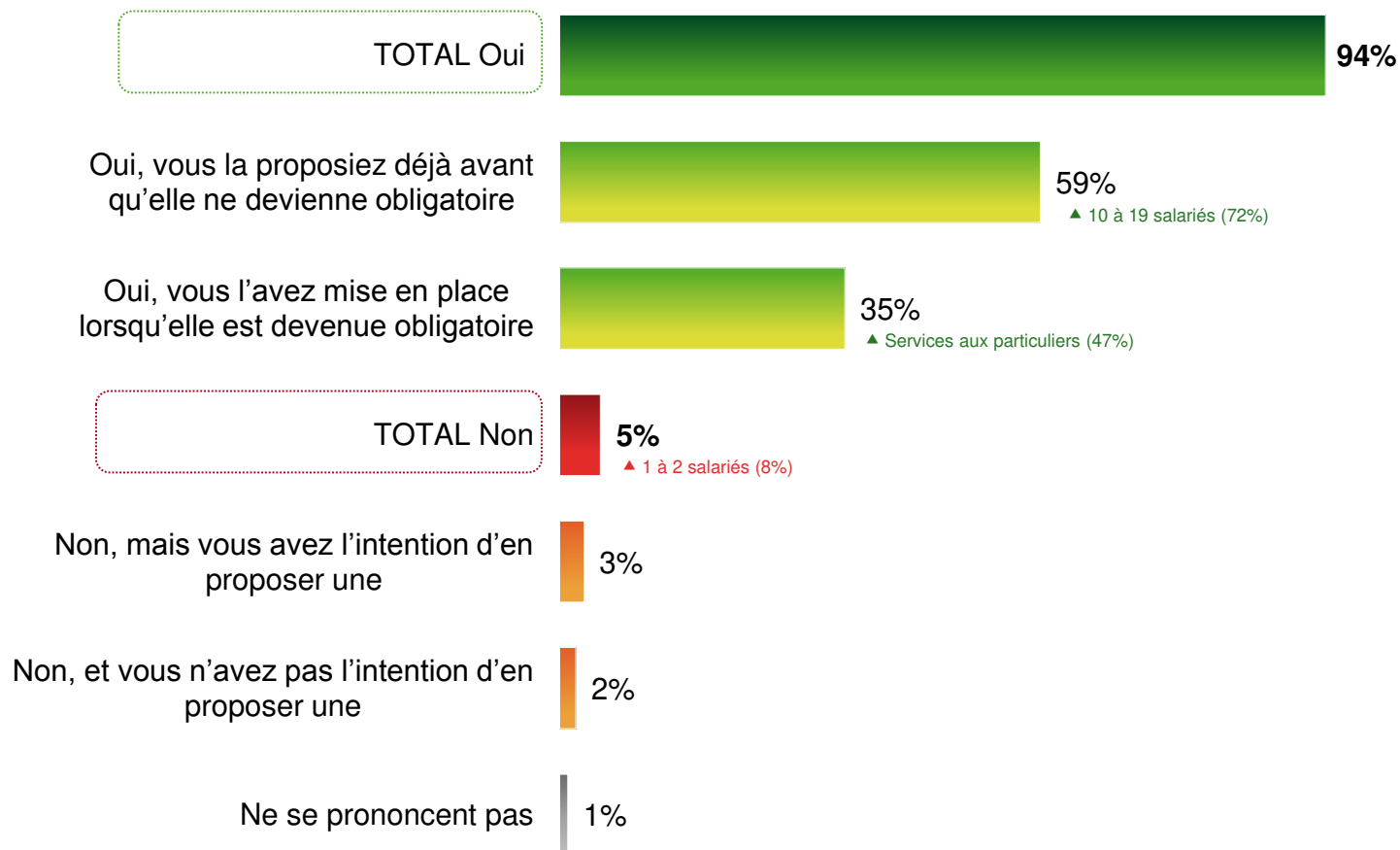


Base : à 50% de l'échantillon

L'existence d'une couverture complémentaire santé pour ses salariés

Question

Depuis le 1er janvier 2016, une participation à la couverture complémentaire santé collective doit être proposée par tous les employeurs à l'ensemble de leurs salariés. Au sein de votre entreprise, proposez-vous une couverture complémentaire à vos salariés ?



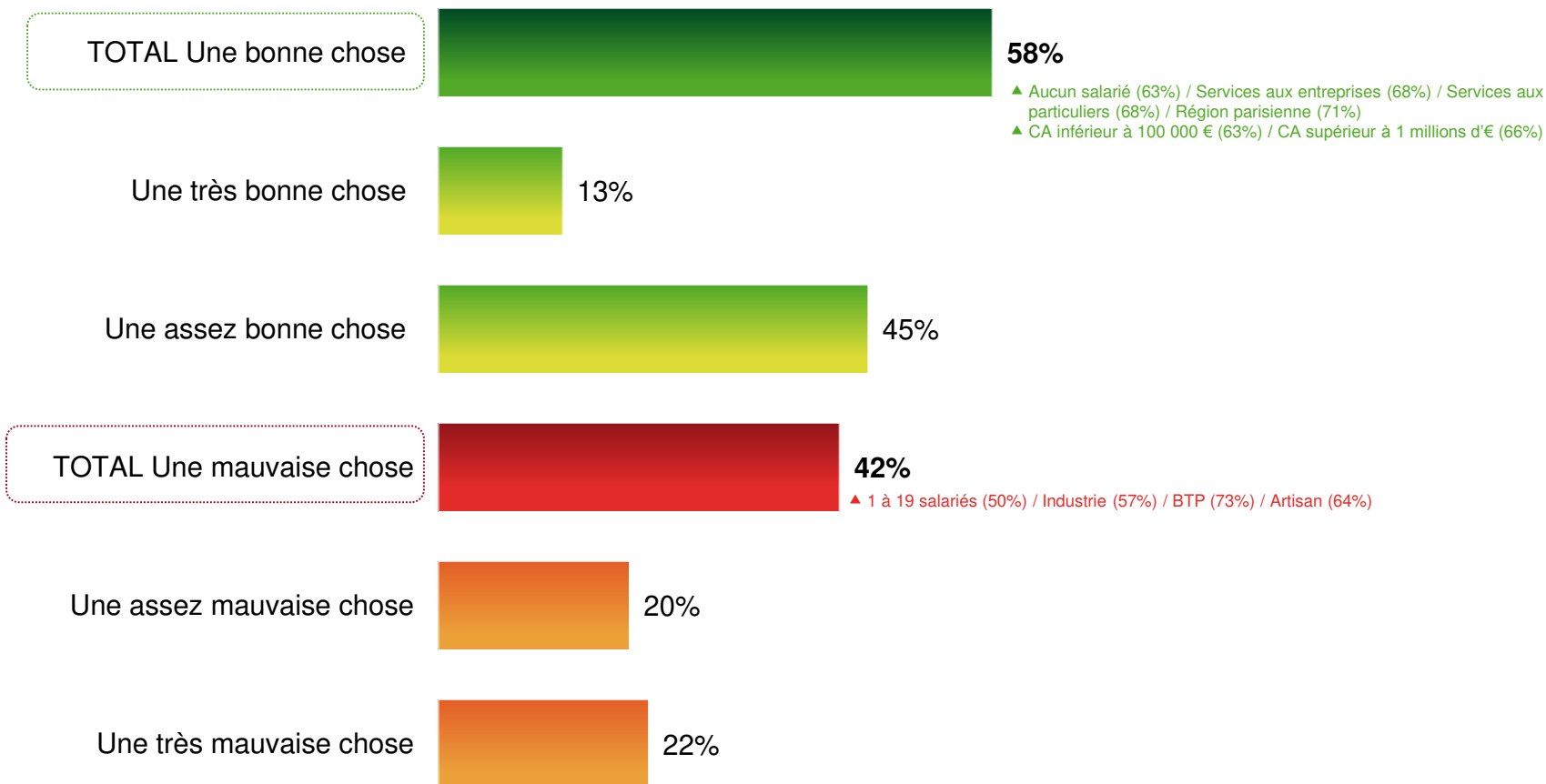
Base : aux dirigeants de TPE employeurs

2. Les travailleurs indépendants et l'apprentissage

La perception du statut d'auto-entrepreneur

Question

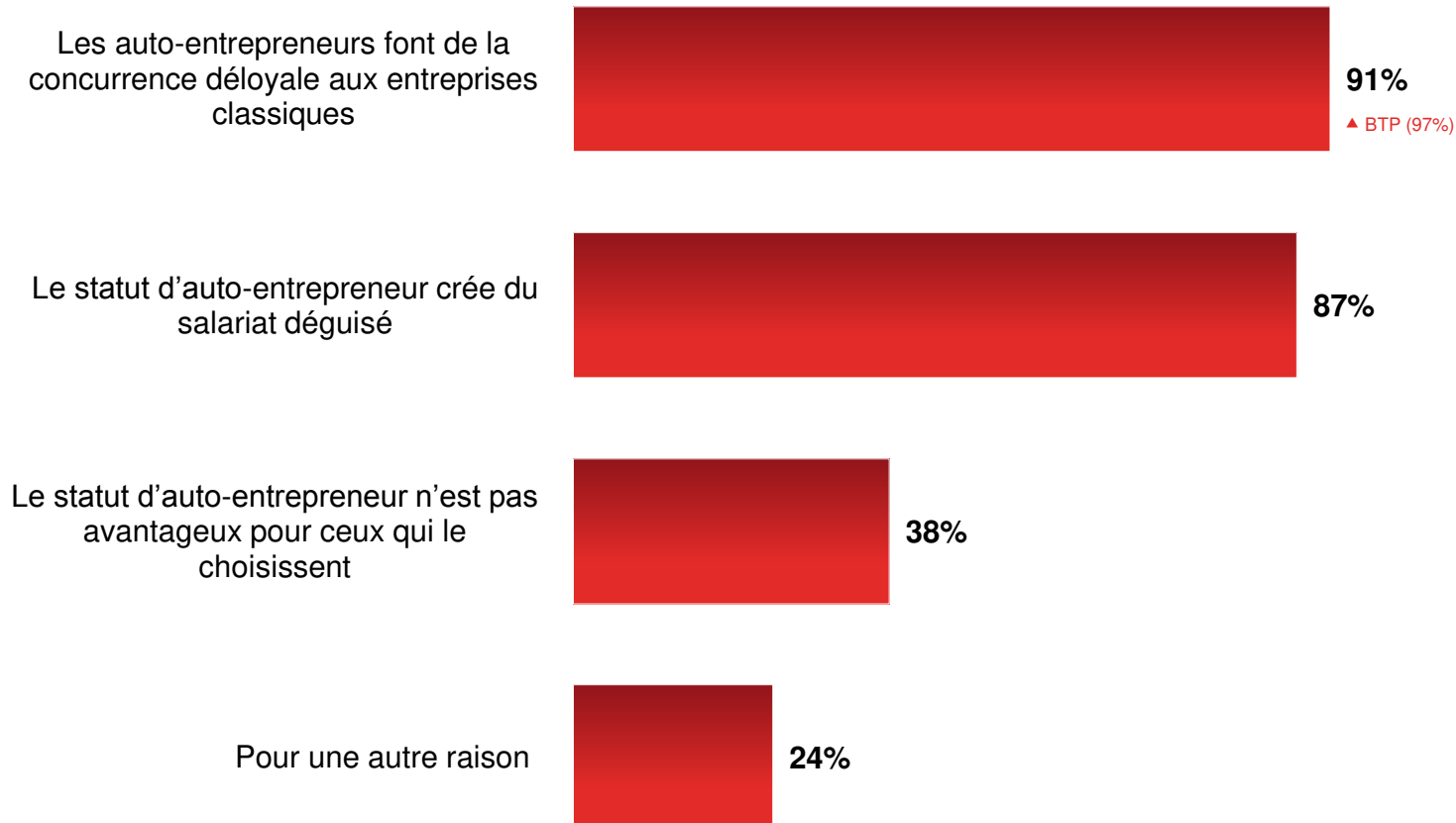
Vous personnellement, estimez-vous que le statut d'auto-entrepreneur est une bonne ou une mauvaise chose ?



Les raisons de l'image négative du statut d'auto-entrepreneur

Question

Pour quelle(s) raison(s) estimez-vous que le statut d'auto-entrepreneur est une mauvaise chose ?

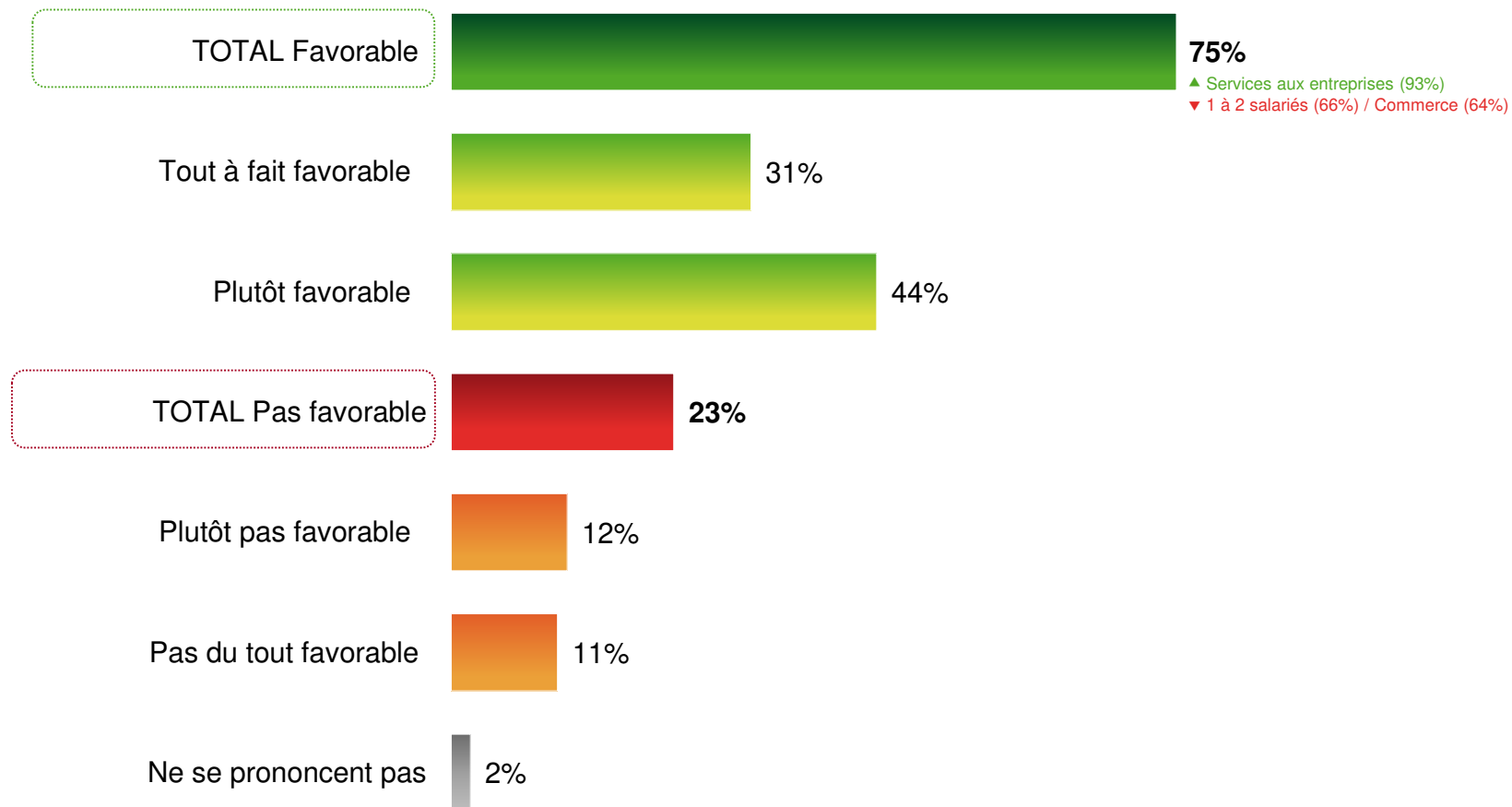


Base : Aux dirigeants de TPE estimant que le statut d'auto-entrepreneur est une mauvaise chose

L'adhésion à la fusion entre RSI et URSSAF

Question

En décembre dernier, Emmanuel Macron a proposé la fusion du RSI (Régime social des indépendants) avec le régime général URSSAF. Vous personnellement, y seriez favorable ou pas favorable ?



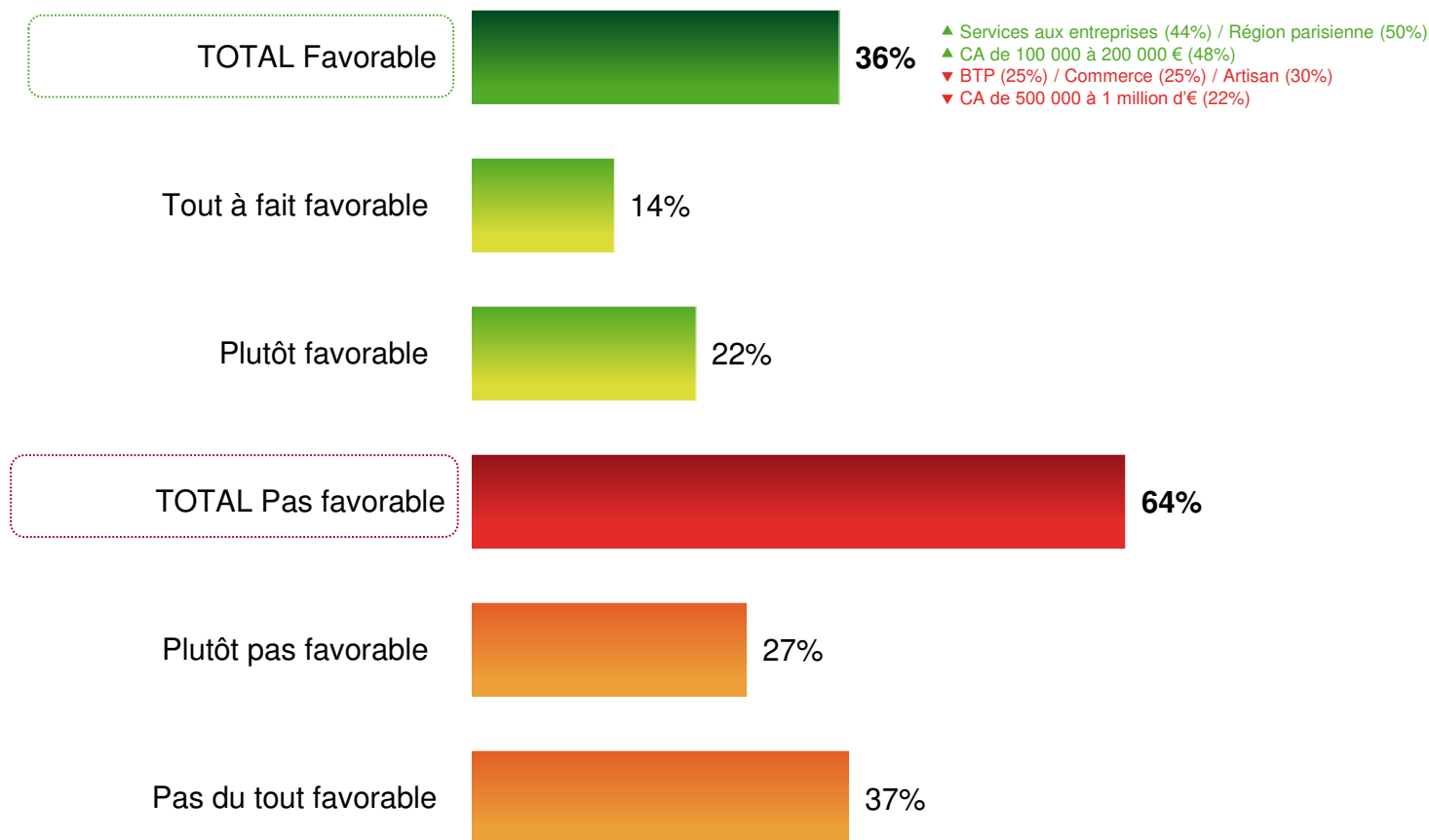
Base : à 50% de l'échantillon

L'adhésion à l'allègement du système de qualification professionnelle

Question

Emmanuel Macron a proposé un allègement du système des qualifications obligatoires des artisans, pour permettre à davantage de professionnels d'exercer sans forcément détenir un brevet professionnel. Plusieurs métiers ont déjà été évoqués, dont celui de coiffeur ou de laveur de vitres.

Vous personnellement diriez-vous que vous y êtes favorable ou défavorable ?



Base : à 50% de l'échantillon

Les jugements à l'égard des formations en alternance

Question

Concernant les formations en alternance, diriez-vous que... ?

Le développement des formations en alternance est efficace pour favoriser l'accès des jeunes à leur premier emploi

Total Oui

83%

▲ 1 à 2 salariés (90%) / Services aux entreprises (87%)
▼ BTP (78%)



Vous distinguez bien les différences entre contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation

64%

▲ 1 à 19 salariés (70%) / CA de 200 000 à 500 000 € (76%) / CA de 500 000 à 1 millions d'€ (76%)
▼ CA inférieur à 100 000 € (56%)



Ces contrats sont bien adaptés aux besoins des petites entreprises comme la vôtre

46%

▲ 1 à 19 salariés (54%) / 3 à 5 salariés (61%)
▲ CA de 200 000 à 500 000 € (54%) / CA de 500 000 à 1 millions d'€ (57%)
▼ CA inférieur à 100 000 € (40%)



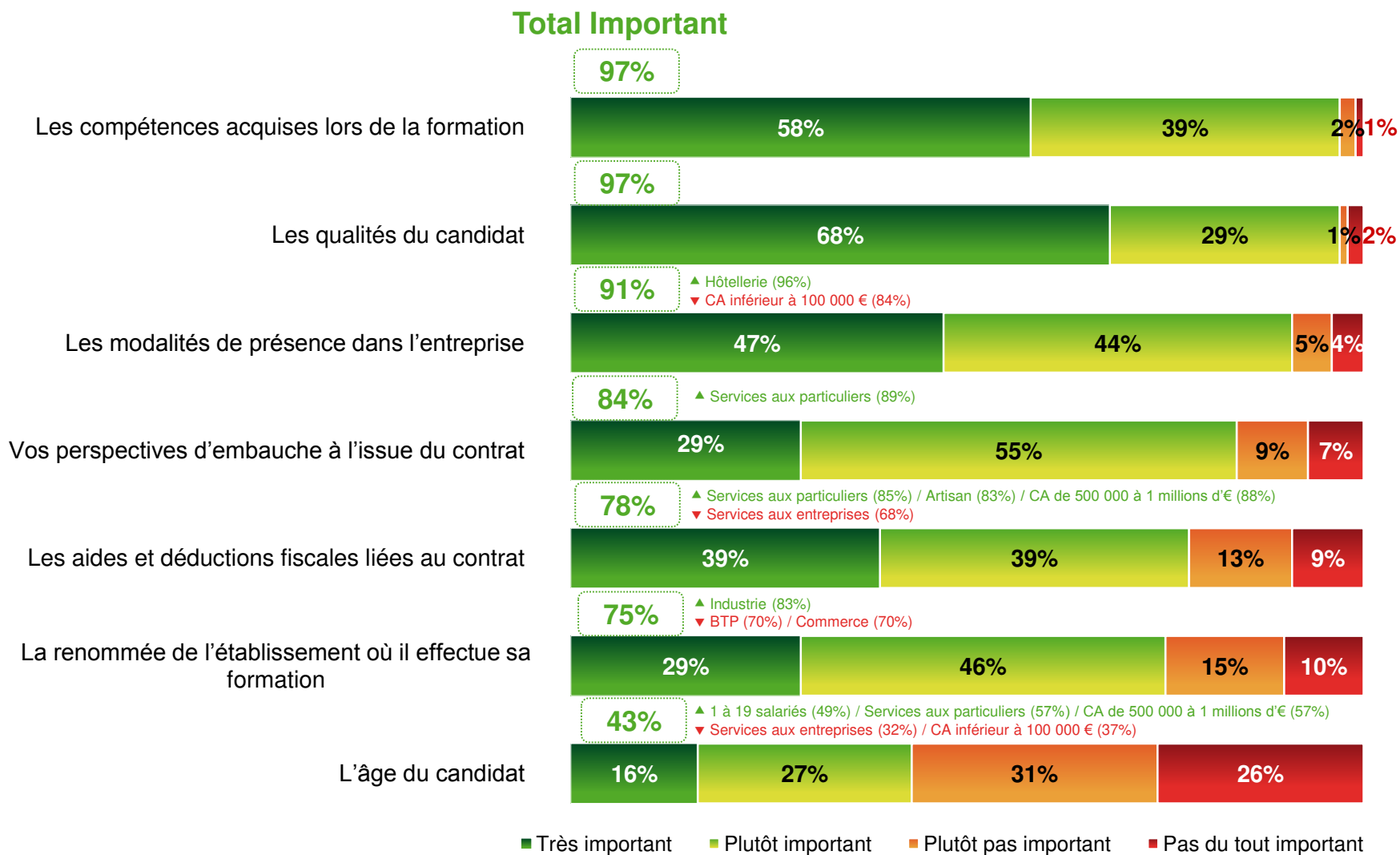
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

L'importance de différents éléments lors des embauches en apprentissage

Question

Lorsque vous embauchez un jeune en apprentissage ou en contrat de professionnalisation ou si vous deviez le faire, diriez-vous que chacun des éléments suivants est / serait important ou pas important dans le choix du candidat ?



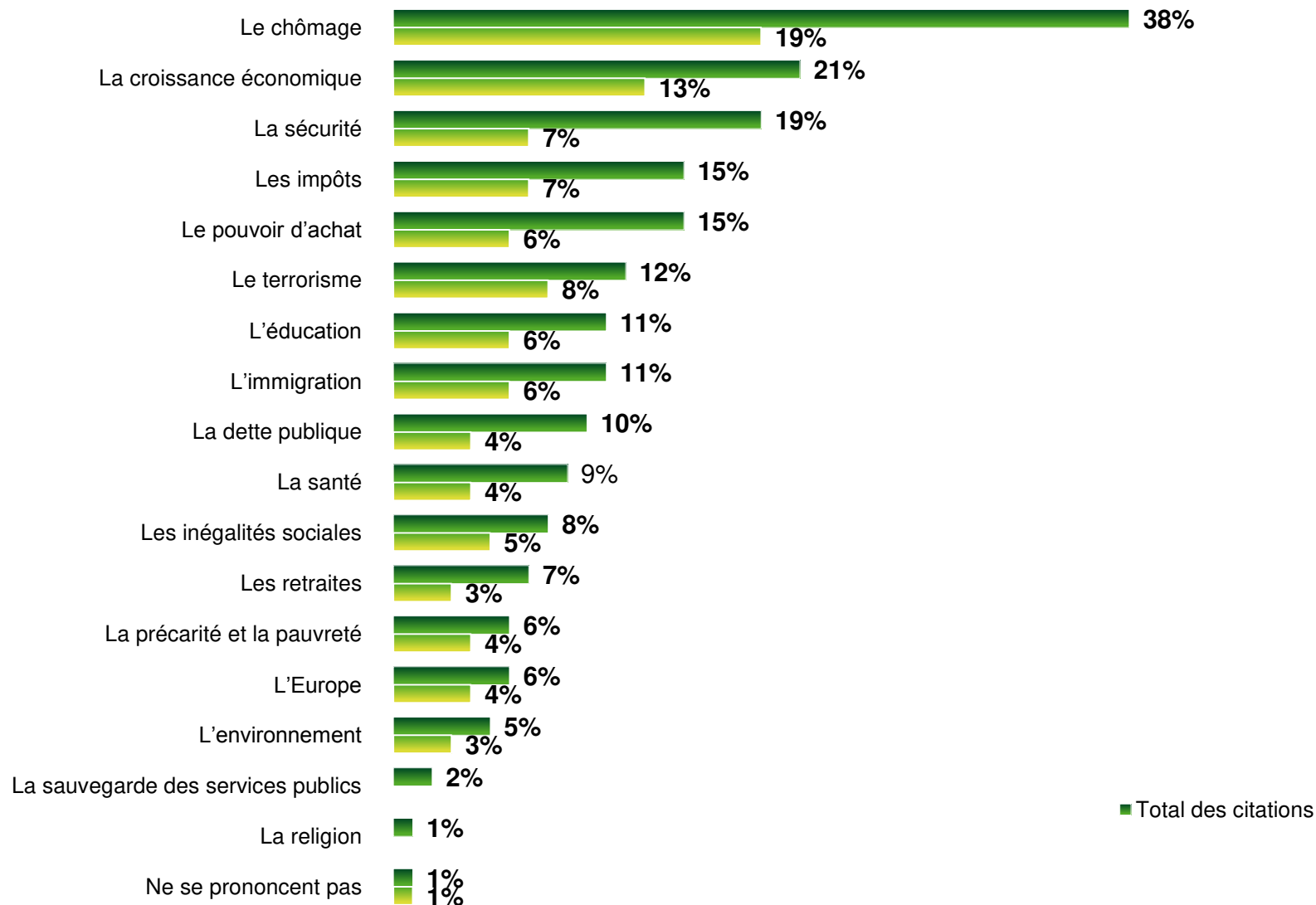
Base : aux dirigeants de TPE employeurs

***La perspective de l'élection
présidentielle de 2017***

Les principaux enjeux perçus de l'élection présidentielle

Question

Pour vous, parmi les thématiques suivantes, quels seront les principaux enjeux de l'élection présidentielle de 2017 ? En premier ? Et en second ?

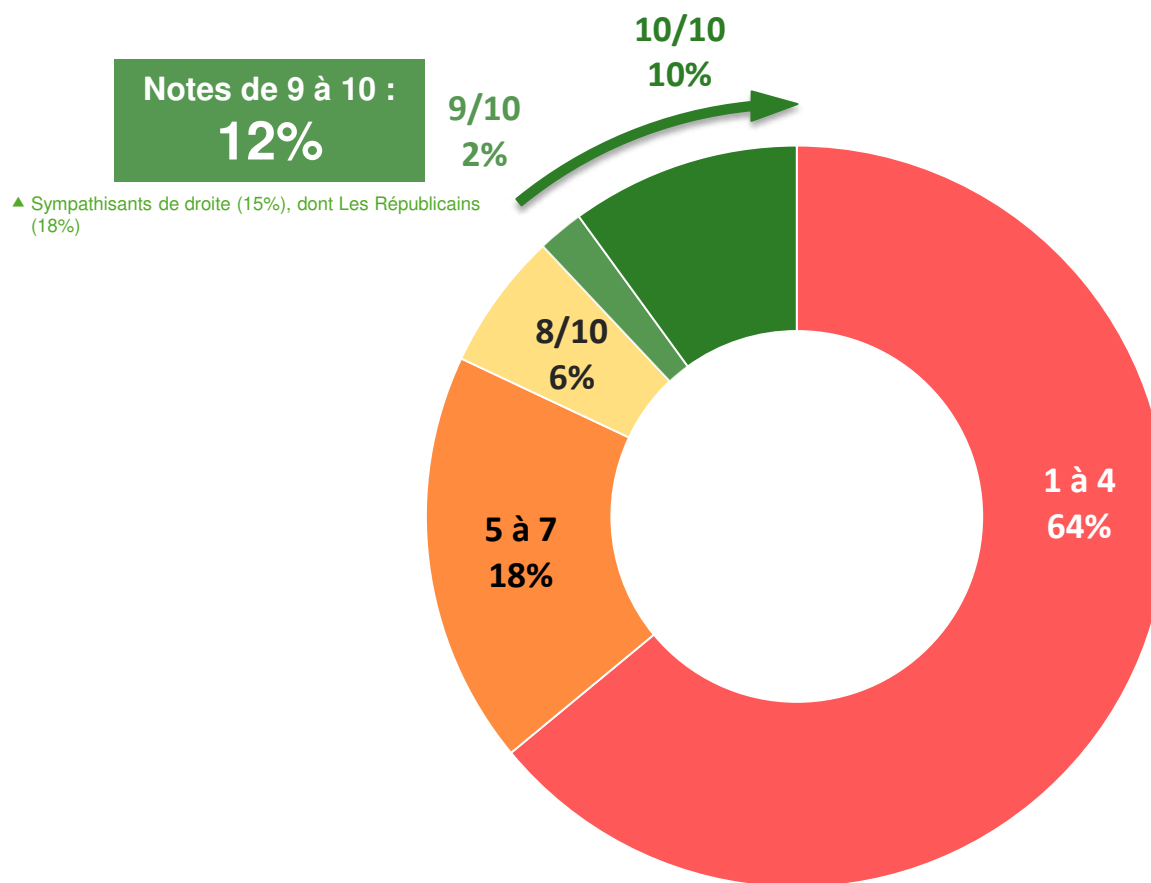


L'intention d'aller voter à la primaire des Républicains

Question

Vous savez que le parti de droite Les Républicains va organiser l'année prochaine une élection pour désigner son candidat pour l'élection présidentielle de 2017. Pour participer à cette primaire, les électeurs devront verser la somme de deux euros.

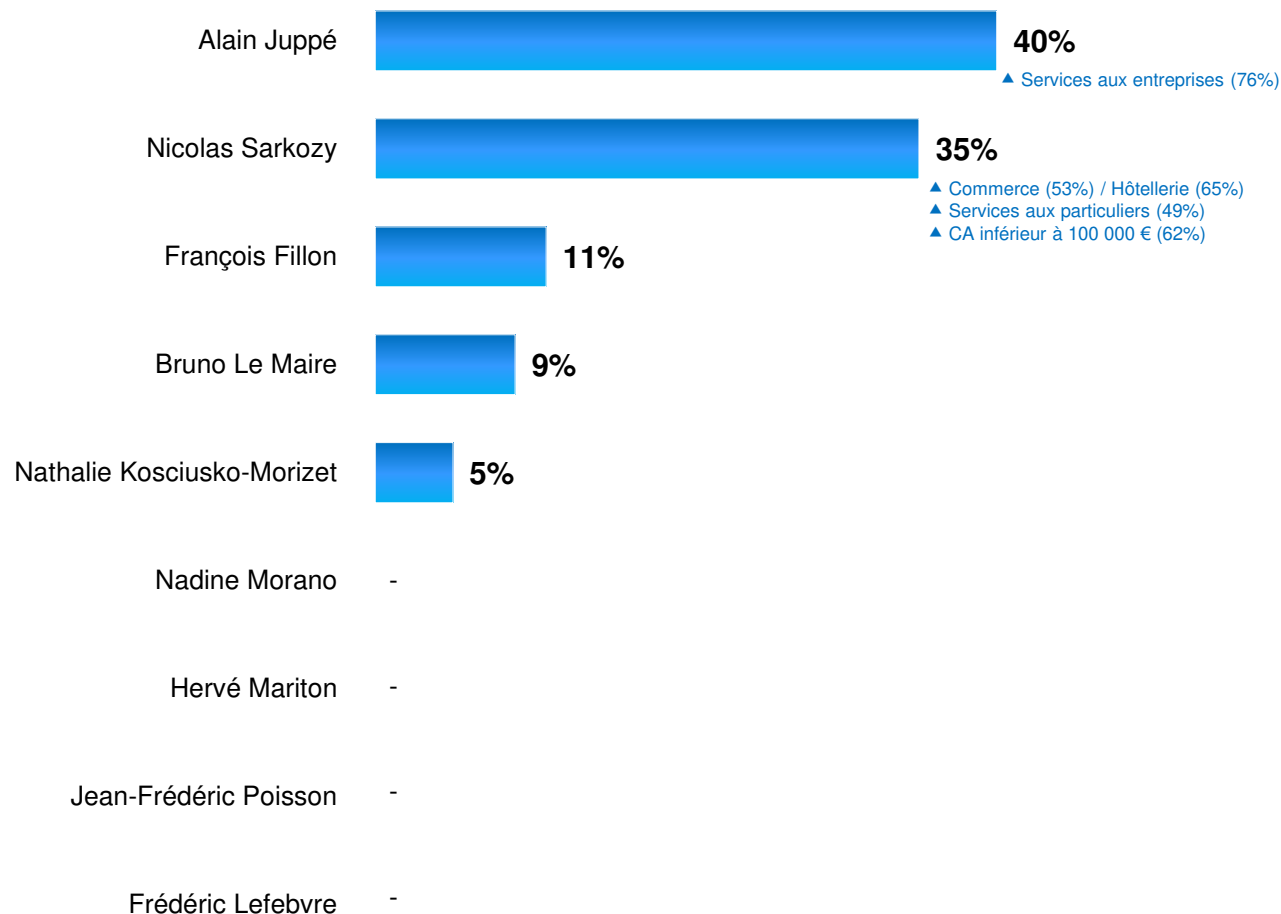
Nous aimerions mesurer précisément la probabilité que vous alliez voter à la primaire organisée par Les Républicains (anciennement l'UMP) qui aura lieu les 20 et 27 novembre 2016. Sur une échelle allant de 1 à 10 (10 signifiant que vous êtes tout à fait certain d'aller voter, et 1 que vous êtes tout à fait certain de ne pas aller voter), à quel niveau situez-vous cette probabilité aujourd'hui ?



L'intention de vote au premier tour de la primaire des Républicains

Question

Pour lequel des candidats suivants y a-t-il le plus de chances que vous votiez à cette primaire ?



Base : aux dirigeants de TPE ayant l'intention de participer à la primaire des Républicains (notes de 9 à 10 sur 10)

L'intention de vote au second tour de la primaire des Républicains

Question

Et en cas de second tour, pour lequel des candidats suivants y a-t-il le plus de chances que vous votiez à cette primaire ?

Nicolas Sarkozy

37%

- ▲ Commerce (56%) / Hôtellerie (66%)
- ▲ CA inférieur à 100 000 € (55%)
- ▲ Sympathisants FN (99%)

Alain Juppé

63%

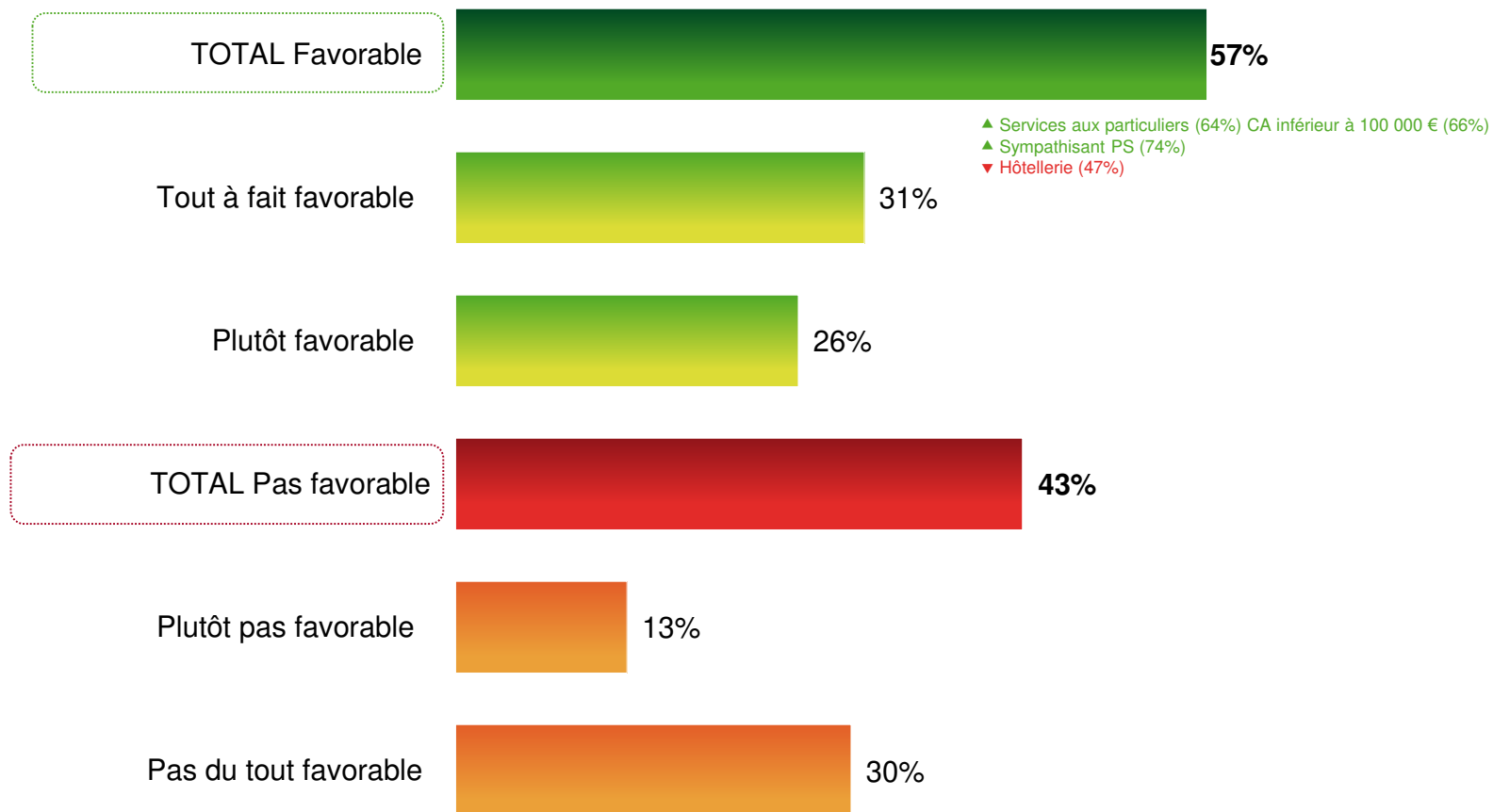
- ▲ Services aux entreprises (95%)
- ▲ Sympathisants du Modem (100%)

Base : aux dirigeants de TPE ayant l'intention de participer à la primaire des Républicains (notes de 9 à 10 sur 10)

L'adhésion à l'organisation d'une primaire à gauche

Question

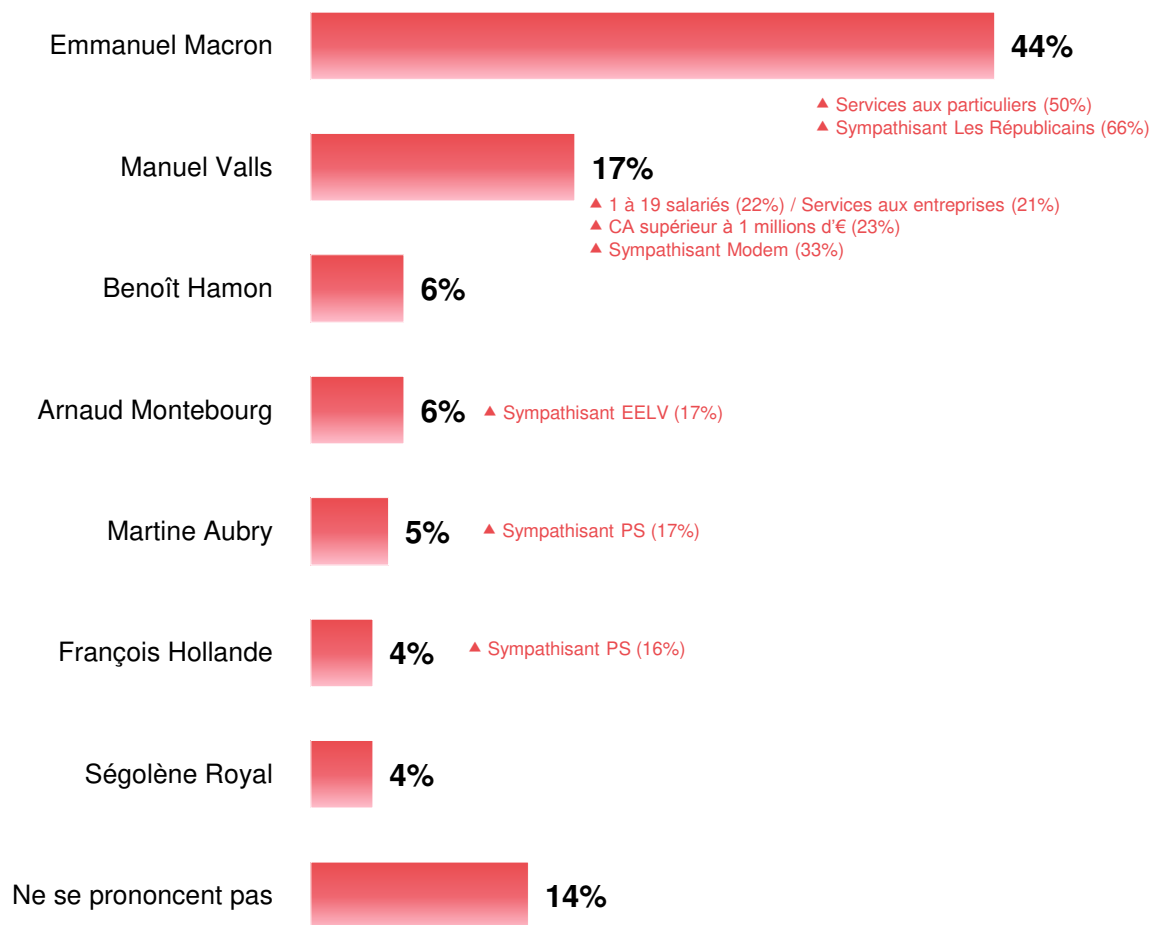
Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à l'organisation d'une primaire à gauche, à laquelle François Hollande serait contraint de participer dans le but d'être candidat à l'élection présidentielle de 2017 ?



Le candidat préféré pour représenter le PS à l'élection présidentielle de 2017

Question

Quel candidat de gauche souhaiteriez-vous voir se présenter à la prochaine élection présidentielle au nom du Parti Socialiste ?



L'indice de participation à l'élection présidentielle de 2017

Question

Vous personnellement, envisagez-vous d'aller voter à la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en avril 2017 ?

Indice de participation



74%

▲ Services aux entreprises (83%)
▼ Hôtellerie (64%) / BTP (61%)

Indice d'abstention



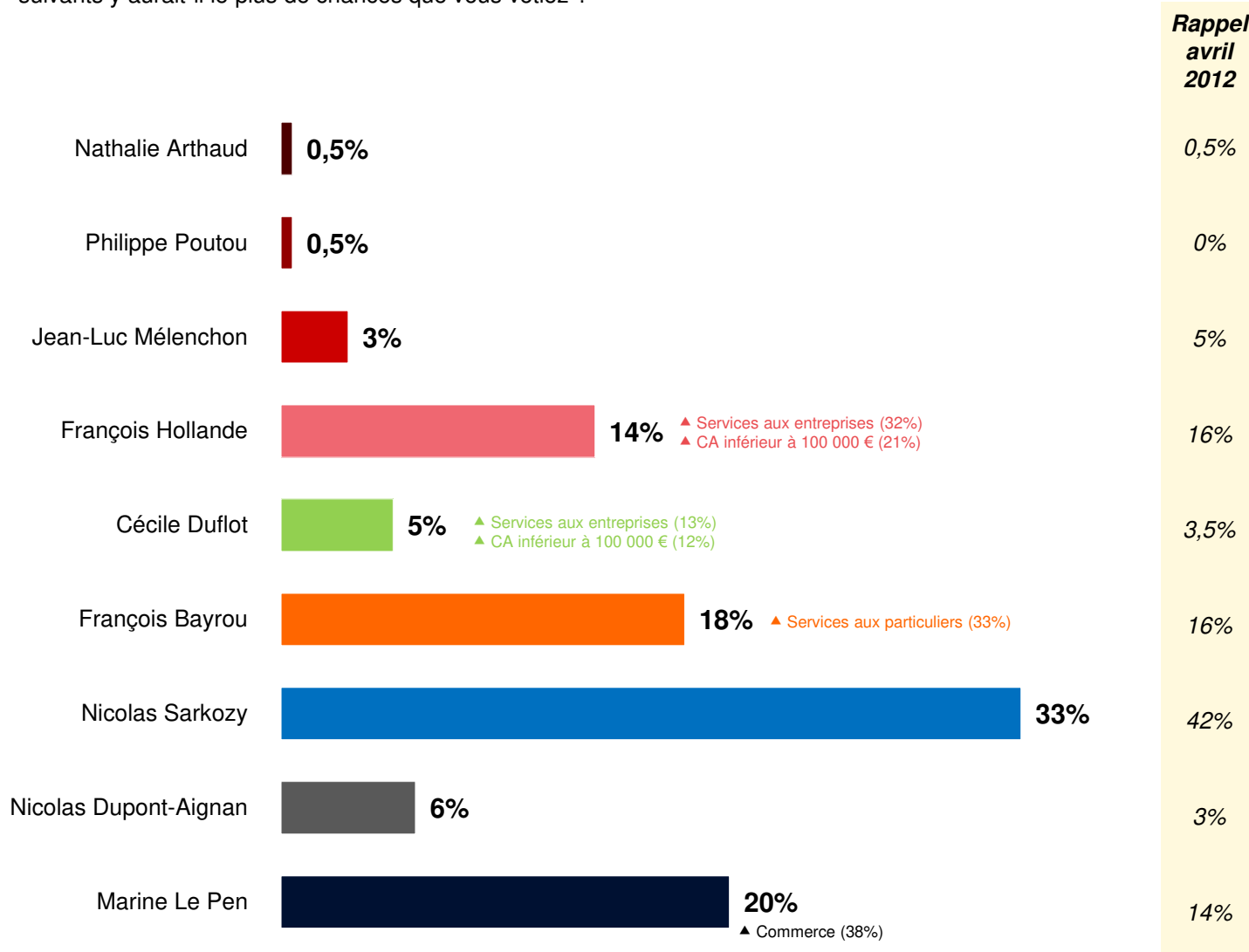
26%

L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017

Hypothèse 1 : candidature de Nicolas Sarkozy

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



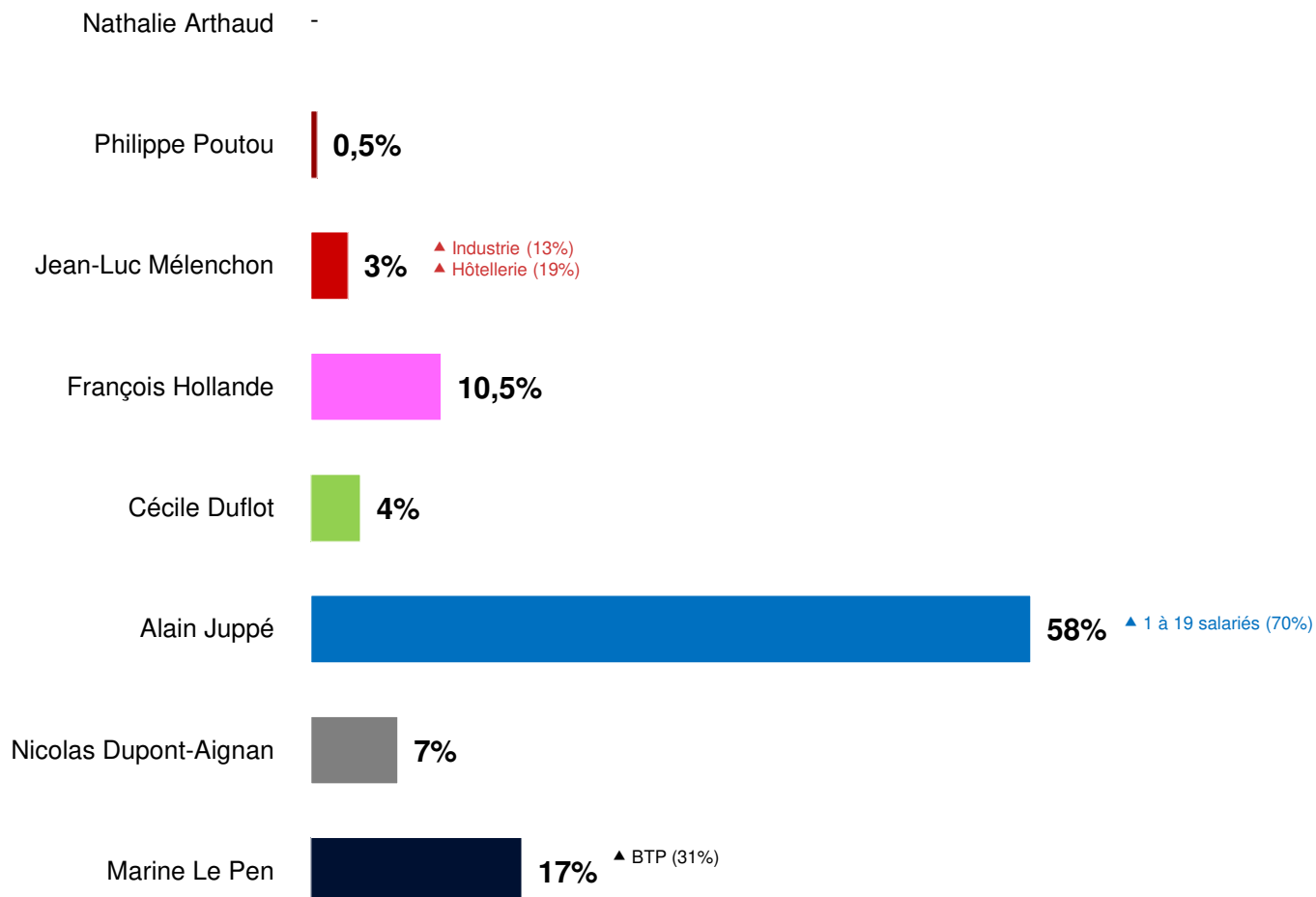
Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017

Hypothèse 2 : candidature d'Alain Juppé

Question

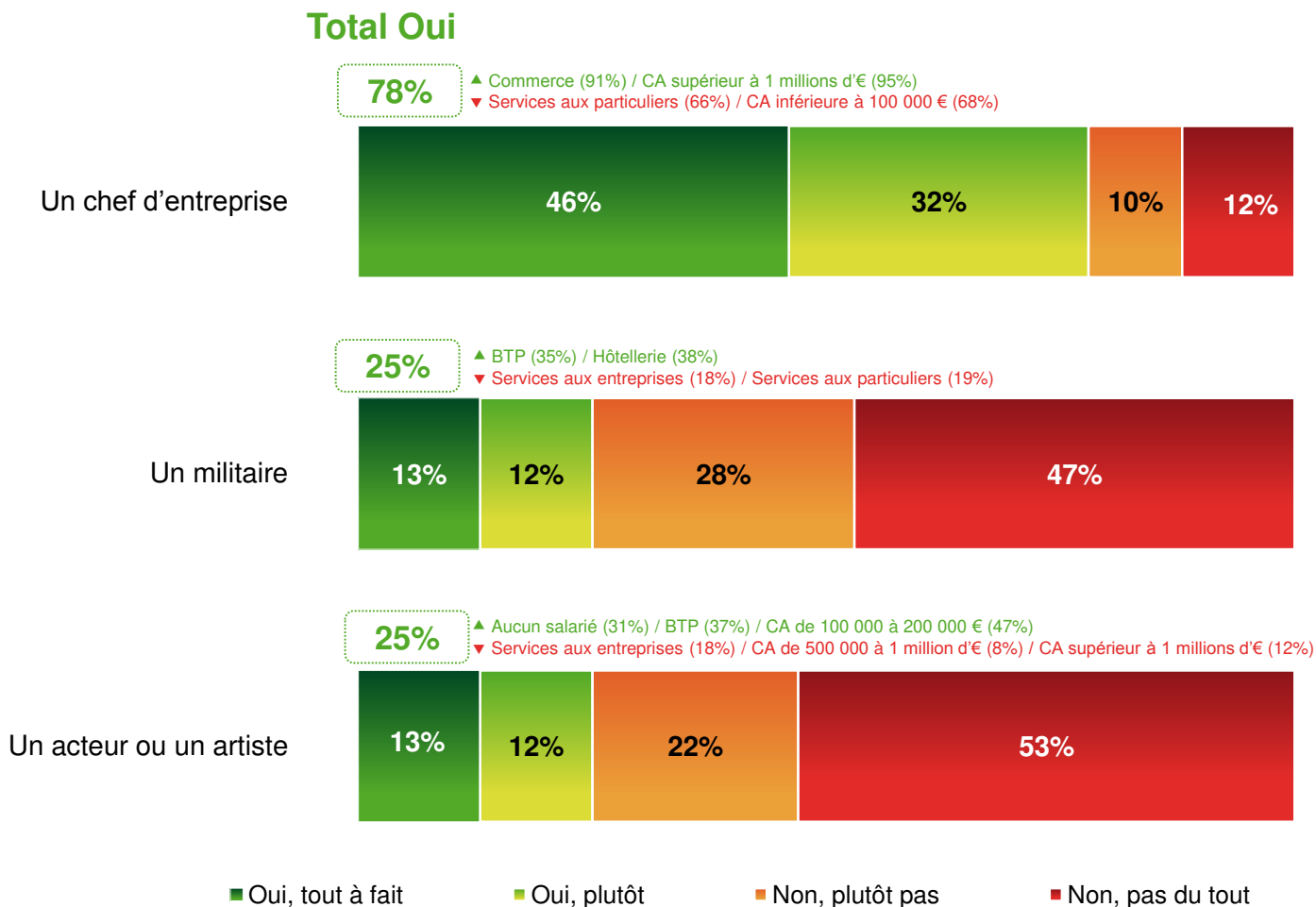
Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



La propension à élire un président de la République hors de la sphère politique

Question

Seriez-vous prêt(e) à élire à la présidence de la République un candidat ne provenant pas de la sphère politique, comme par exemple... ?

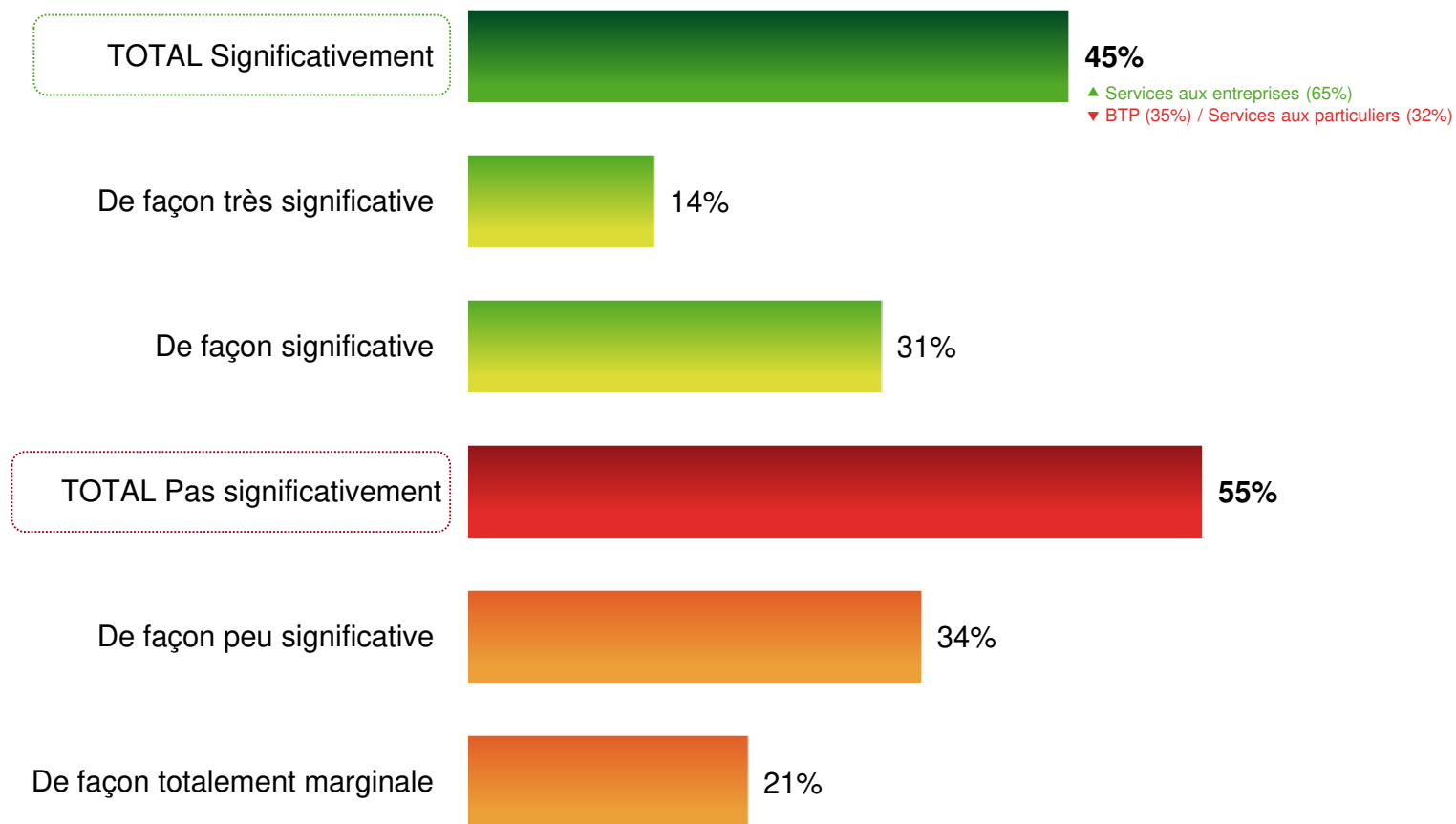


Base : à 50% de l'échantillon

La possibilité pour un gouvernement de faire évoluer la situation en France

Question

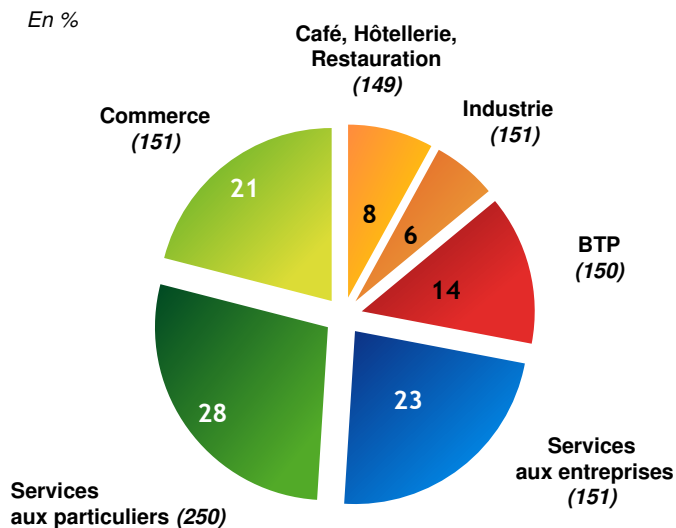
Pensez-vous qu'un président de la République et sa majorité parlementaire sont en mesure de faire évoluer la situation économique et sociale de la France... ?



- Échantillon de **1002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 28 janvier au 15 février 2016.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

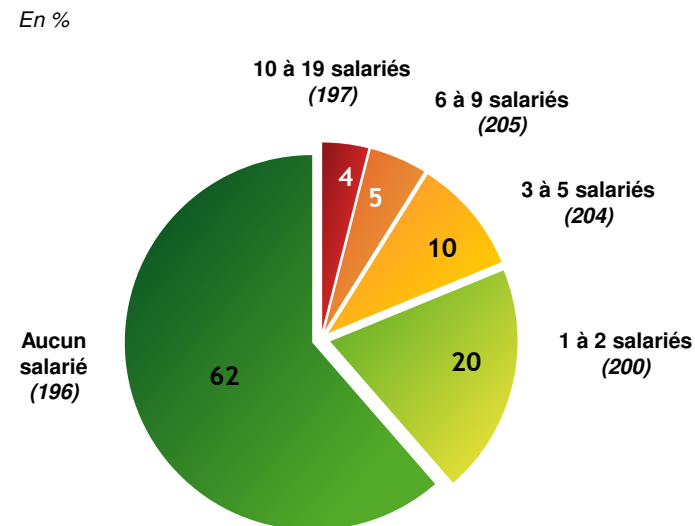
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

